

Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the office of the
Superintendent of Bankruptcy

Janvier 1992
vol. 12 n° 1

January 1992
Vol. 12 No. 1

Canada



Insolvency

BULLETIN

sur l'insolvabilité

Janvier 1992
vol. 12 n° 1

January 1992
Vol. 12 No. 1



Consommateurs
et Sociétés
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations
et de la Politique législative,
*Ministère des Consommateurs
et des Sociétés.*

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporate Affairs
and Legislative Policy,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massue-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825

Table des matières

Table of Contents

Examen écrit de 1990 pour les candidats
à une licence de syndic (Parties A et B) 2

Statistiques — mois d'octobre 1991 61

Adresse des bureaux du Surintendant
des faillites A-1

Avis à l'éditeur d'un changement
d'adresse A-2

1990 Written Examination for Applicants
to Trustee Licences (Parts A and B) 3

Statistics — month of October 1991 61

Address of Offices of the Superintendent
of Bankruptcy A-1

Notice to Publisher of Change
of Address A-2

Examen écrit de 1990 pour les candidats à une licence de syndic*

PARTIE A 18 points

Question 1 (1 point)

«Y» est un failli libéré. Le syndic a également obtenu sa libération. Le syndic a fait enregistrer sa nomination sur les biens immeubles appartenant à l'ex-failli. Le syndic n'a pas disposé des biens immeubles durant la faillite. Ne tenez pas compte des biens insaisissables.

À qui appartiennent maintenant les biens immeubles?

- (a) à l'ex-failli qui en est encore le propriétaire inscrit;
- (b) à l'ex-failli du fait que le syndic est réputé avoir renoncé à tous ses droits aux biens immeubles à la date de sa libération;
- (c) à l'ancien actif, bien que le syndic ait été libéré;
- (d) au curateur public;
- (e) au surintendant des faillites.

Réponse 1 :

(c) Sources :

Loi sur la faillite, par. 71(2), 41(10), 40(1)

«Lorsqu'une ordonnance de séquestre est rendue, ou qu'une cession est produite auprès d'un séquestre officiel, un failli cesse d'être habile à céder ou autrement aliéner ses biens qui doivent, sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des droits des créanciers garantis, immédiatement passer et être dévolus au syndic nommé dans l'ordonnance de séquestre ou dans la cession, et advenant un changement de syndic, les biens passent de syndic à syndic sans transport, cession, ni transfert quelconque.

* Nous publions dans ce numéro les parties A et B des questions de l'examen de 1990 des syndics, ainsi que des renvois à la doctrine et à la jurisprudence pertinentes qui donnent des choix de réponses possibles aux questions. Dans le prochain numéro, nous publierons les parties C, D et E. Les questions d'examen, et la documentation de référence qui les accompagne, sont publiées comme sujets d'intérêt général et pour la gouverne des personnes intéressées.

La documentation de référence ne constitue pas un barème de correction des réponses aux questions d'examen. Il peut s'y trouver des renseignements tirés des corrigés, mais aussi des observations, suggestions et recherches effectuées avant, pendant et après le processus d'examen.

Le Bureau du surintendant des faillites aimerait recevoir des suggestions quant aux textes de doctrine, de jurisprudence ou d'avis juridiques qui pourraient venir compléter la documentation actuelle. Les lecteurs sont invités à lui faire part de suggestions, remarques ou autres observations qui pourraient étayer encore la documentation.

1990 Written Examination for Applicants to Trustee Licences*

PART A 18 Marks

Question 1 (1 Mark)

"Y" is a discharged bankrupt. The trustee has also obtained his discharge. The trustee had registered his appointment against real property belonging to the former bankrupt. The trustee had not dealt with the disposal of the real property during the bankruptcy. Ignore any consideration of exempt property.

To whom does the real property now belong?

- (a) the former bankrupt who is still the registered owner
- (b) the former bankrupt because the trustee is deemed to have abandoned all his rights to the real property at the date of his discharge
- (c) the former estate, even though the trustee is discharged
- (d) the public trustee
- (e) the Superintendent of Bankruptcy

Reference 1:

(c) Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 71(2), 41(10), 40(1)

"On a receiving order being made or an assignment being filed with an official receiver, a bankrupt ceases to have any capacity to dispose of or otherwise deal with his property, which shall subject to this Act and to the rights of secured creditors, forthwith pass to and vest in the trustee named in the receiving order or assignment, and in any case of change of trustee the property shall pass from trustee to trustee without any conveyance, assignment or transfer."

* You will find in this month's Bulletin parts A and B of the 1990 trustee examination questions together with references to the various materials, authorities and opinions that reflect possible answers to these questions. Parts C, D and E will follow in the next month's Bulletin. The examination questions and the accompanying reference information are published as a matter of general interest and for the information of the insolvency community.

The material is not an answer key to the examination questions. The material referred to may include information taken from the answer keys together with comments, suggestions and research efforts conducted before, during and after the examination process.

The editors welcome any further suggestions as to authorities, reference materials and opinions that can further illustrate the answers to these questions. Your suggestions, criticisms of other comments that may expand upon the reference information would be welcome.

«Nonobstant sa libération, le syndic demeure le syndic de l'actif pour l'accomplissement des fonctions qui peuvent se rapporter à la complète administration de l'actif.»

«Avec la permission des inspecteurs, tout bien du failli trouvé non réalisable est retourné à ce dernier avant la demande de libération du syndic».

Zemlak (Syndic de) v. Zemlak (1987), 66 CBR (NS)1, Sask.CA

Dans ce cas en particulier, le syndic avait enregistré un cavéat sur la résidence du débiteur. Il devait cependant, après sa libération, soit retourner la propriété en vertu de l'article 40, soit établir l'«équité» non exempte de saisie et compléter l'administration. Le tribunal a considéré que l'objectif de base de la Loi sur la faillite est de donner aux débiteurs un nouveau départ sans harcèlement de la part des créanciers et sans les inquiétudes et la pression causées par un lourd fardeau de dettes.

Question 2 (1 point)

Les personnes suivantes peuvent demander au tribunal de rendre une ordonnance obligeant «X», un salarié failli, à verser ses revenus excédentaires dans l'actif :

- (a) les créanciers, lors de leur première assemblée;
- (b) les inspecteurs;
- (c) tout créancier intéressé;
- (d) le syndic, de sa propre initiative;
- (e) les réponses a) et b);
- (f) aucune des réponses précédentes.

Réponse 2 :

(d) ou (f) Sources :

Loi sur la faillite, art. 68, 155

«Nonobstant l'article 67, lorsqu'un failli reçoit ou a droit de recevoir un traitement, un salaire ou une rémunération sous une autre forme ... le syndic, s'il en est requis par les inspecteurs ou les créanciers, doit demander au tribunal de rendre une ordonnance ... eu égard ... à la situation personnelle du failli.»

«Dans l'administration sommaire des actifs sous l'autorité de la présente loi, les dispositions suivantes s'appliquent : ... e) il ne peut y avoir d'inspecteurs à moins que les créanciers ne décident d'en nommer, et si aucun inspecteur n'est nommé, le syndic peut, à défaut d'instructions des créanciers, accomplir toutes les choses ordinairement susceptibles d'être accomplies par le syndic avec la permission des inspecteurs.»

Re Sawyer : Re Horvath, (1982) 43 CBR (NS) 317 (Ont.)

La disposition de l'art. 155 est suffisamment large pour permettre au syndic de présenter la requête sans avoir à convoquer une deuxième assemblée des créanciers.

"Notwithstanding his discharge, the trustee remains the trustee of the estate for the performance of such duties as may be incidental to the full administration of the estate."

"With the permission of the inspectors, any property of a bankrupt found incapable of realization shall be returned to the bankrupt prior to the trustee's application for discharge."

Zemlak (Trustee of) v. Zemlak (1987), 66 CBR (NS) 1, Sask. CA

In this case the trustee had filed a caveat against the bankrupt's residential property but after discharge was obliged to either return the property under sec. 40 or establish the non-exempt equity and complete the administration. The court accepted the "basic purpose of bankruptcy laws to give debtors a fresh start in life free from creditor harassment and from the worries and pressures of too much debt."

Question 2 (1 Mark)

The following person(s) can ask the court for an order to get "X", a bankrupt wage earner, to pay into the estate his surplus income.

- (a) the creditors, at the first meeting
- (b) the inspectors
- (c) any interested creditor
- (d) the trustee on his own initiative
- (e) answers (a) and (b)
- (f) none of the above

Reference 2:

(d) or (f) Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 68, 155

"Notwithstanding section 67, where a bankrupt is in receipt of or entitled to receive, any salary, wages or other remuneration the trustee, if directed by the inspectors or the creditors, shall apply to the court for an order having regard to the personal situation of the bankrupt."

"The following provisions apply to the summary administration of estates under this Act, namely, (e) there shall be no inspectors , and if no inspectors are appointed, the trustee, in the absence of directions from the creditors, may do all things that may ordinarily be done by the trustee with the permission of the inspectors."

Re Sawyer: Re Horvath, (1982) 43 CBR (NS) 317 (Ont.)

Sec. 155 is wide enough to permit the trustee to bring the application without having to call a second meeting of creditors.

Question 3 (1 point)

Un créancier demande à un syndic d'intenter une procédure qui profiterait à l'actif si elle réussissait. Le syndic refuse de le faire. Qui a le droit d'intenter une telle procédure?

- (a) le séquestre officiel;
- (b) le surintendant;
- (c) tout créancier intéressé;
- (d) le failli;
- (e) toutes les personnes précédentes.

Réponse 3 :

(c) Sources :

Loi sur la faillite, par. 38(1)(3)

«Lorsqu'un créancier demande au syndic d'intenter des procédures ... et que le syndic refuse ou néglige d'intenter ces procédures, le créancier peut obtenir du tribunal une ordonnance l'autorisant à intenter des procédures en son propre nom et à ses propres frais et risques, en donnant aux autres créanciers avis ... et selon les autres modalités que peut ordonner le tribunal.»

«Tout profit provenant de procédures exercées en vertu du paragraphe (1), jusqu'à concurrence de sa réclamation et des frais, appartient exclusivement au créancier intentant ces procédures, et l'excédent, s'il en est, appartient à l'actif.»

Question 4 (1 point)

En vertu d'une ordonnance de séquestre, un syndic de faillite peut être remplacé par le vote des créanciers représentant :

- (a) 90 % du montant des créances de titulaires participant au vote;
- (b) 60 % du nombre des créanciers détenant 50 % du montant des créances de titulaires participant au vote;
- (c) 51 % du nombre des créanciers et 75 % du montant des créances de titulaires participant au vote;
- (d) 50 % du nombre des créanciers et 60 % du montant des créances de titulaires participant au vote;
- (e) aucune des réponses précédentes.

Réponse 4 :

(c) Sources :

Loi sur la faillite, par. 14(1), art. 2

Question 3 (1 Mark)

A trustee is requested by a creditor to commence certain legal proceedings which, if successful, would benefit the estate. The trustee refuses to take such action. Who can take such proceedings?

- (a) the official receiver
- (b) the Superintendent
- (c) the creditor
- (d) the bankrupt
- (e) all of the above

Reference 3:**(c) Authorities:**

Bankruptcy Act, sec. 38(1)(3)

"Where a creditor requests the trustee to take any proceeding. . . . and the trustee refused or neglects to , the creditor may obtain from the court an order authorizing him to take the proceeding in his own name and at his own expense and risk, on notice and on such other terms and conditions as the court may direct."

"Any benefit derived from a proceeding taken pursuant to subsection (1), to the extent of his claim and the costs, belongs exclusively to the creditor instituting the proceeding, and the surplus, if any, belongs to the estate."

Question 4 (1 Mark)

A trustee in bankruptcy, pursuant to a receiving order, can be substituted by a vote of creditors representing:

- (a) 90% of the dollar value of claims voting
- (b) 60% in number of the creditors holding 50% in dollar value of the claims voting
- (c) 51% in number of the creditors and 75% in dollar value of the claims voting
- (d) 50% in number of the creditors and 60% in dollar value of the claims voting
- (e) none of the above

Reference 4:**(c) Authorities:**

Bankruptcy Act, sec. 14(1),(2)

«Les créanciers peuvent, par résolution spéciale à toute assemblée, nommer ou substituer un autre syndic au lieu du syndic désigné dans une cession, ordonnance de séquestre ou proposition, ou autrement nommé ou substitué.»

«résolution spéciale» Résolution décidée par une majorité en nombre et une majorité des trois quarts en valeur des créanciers titulaires de réclamations prouvées, présents personnellement ou représentés par fondés de pouvoir à une assemblée des créanciers et votant sur la résolution».

Question 5 (1 point)

A l'assemblée convoquée pour étudier une proposition concordataire en vertu de la *Loi sur la faillite*, les personnes suivantes *peuvent* voter en faveur de la proposition :

- (a) un créancier lié au débiteur;
- (b) un créancier non lié au débiteur;
- (c) un créancier dont la créance est partiellement garantie qui n'évalue pas sa garantie;
- (d) un créancier dont la créance est entièrement garantie;
- (e) aucune des réponses précédentes.

Réponse 5 :

(b) Sources :

Loi sur la faillite, art. 54, 112

«(1) Sous réserve des droits des créanciers garantis, les créanciers peuvent, par résolution spéciale, décider d'accepter la proposition ainsi qu'elle a été faite ou changée ou modifiée à l'assemblée ou à un ajournement de celle-ci. (2) ... (3) *Un créancier qui est lié au débiteur peut voter contre, mais non pour, l'acceptation de la proposition* (4.).....

«Pour les fins de la votation, un créancier garanti énonce dans sa preuve, à moins qu'il ne renonce à sa garantie, les détails de sa garantie, la date à laquelle elle a été donnée, ainsi que le montant auquel il l'évalue, et il n'a le droit de voter qu'à l'égard du reliquat qui lui est dû, s'il en est, déduction faite de la valeur de sa garantie.»

Question 6 (1 point)

Lors d'une faillite, les créances suivantes d'un salarié sont privilégiées :

- (a) 400 \$ à titre de salaire gagné pendant les trois mois ayant précédé la faillite;
- (b) 500 \$ à titre d'indemnité de départ;
- (c) 800 \$ à titre de paie de licenciement;
- (d) 300 \$ pour services rendus à la demande du syndic après la faillite;
- (e) les réponses a) et d).

"The creditors at any meeting by special resolution may appoint or substitute another licensed trustee for the trustee named in the assignment, receiving order or proposal, or otherwise appointed or substituted."

"special resolution" means a resolution decided by a majority in number and three-fourths in value of the creditors with proven claims present, personally or by proxy, at a meeting of creditors and voting on the resolution."

Question 5 (1 Mark)

At the statutory meeting to consider a proposal under the *Bankruptcy Act* the following person can vote in favour of the proposal:

- (a) a creditor related to the debtor
- (b) a creditor dealing at arm's length with the debtor
- (c) a partially secured creditor who does not value his security
- (d) a fully secured creditor
- (e) none of the above

Reference 5:

(b) Authorities

Bankruptcy Act, sec. 54, 112

"(1) Subject to the rights of secured creditors, the creditors may by special resolution resolve to accept the proposal as made or as altered or modified at the meeting or any adjournment thereof.

(2).....(3) *A creditor who is related to the debtor may vote against but not for the acceptance of the proposal.* (4.).....

"For the purpose of voting, a secured creditor shall, *unless he surrenders his security, state in his proof the particulars of his security, the date when it was given and the value at which he assessed it, and he is entitled to vote only in respect of the balance, if any, due to him, after deducting the value of his security.*"

Question 6 (1 Mark)

The following claim(s) of a wage earner are preferred in a bankruptcy:

- (a) \$400 for salary earned during the three months preceding bankruptcy
- (b) \$500 severance pay
- (c) \$800 termination pay
- (d) \$300 for services rendered at the request of the trustee subsequent to bankruptcy
- (e) answers (a) and (d)

Réponse 6 :

(a) Sources :

Loi sur la faillite, par. 136(1)(d)

«Sous réserve des droits des créanciers garantis, les montants réalisés provenant des biens d'un failli doivent être distribués d'après l'ordre de priorité de paiement suivant : ... d) les gages, salaires, ... pour services rendus au cours des trois mois qui ont précédé la faillite jusqu'à concurrence de cinq cents dollars dans chaque cas. ...»

Question 7 (1 Point)

Un failli non libéré commet une infraction en vertu de la Loi sur la faillite lorsqu'il :

- (a) n'a pas de chèques annulés parce qu'il utilise seulement un compte d'épargne;
- (b) n'assiste pas à la première assemblée des créanciers parce qu'il a préféré assister à une partie de baseball;
- (c) a acheté à crédit 400\$ de vêtements, pour lui-même et pour sa famille, sans prévenir qu'il est un failli non libéré;
- (d) néglige de mentionner que sa femme a un compte bancaire dont le solde est de 450\$;
- (e) les réponses b) et c).

Réponse 7 :

(b) Sources :

Loi sur la faillite, art. 158(h), 198(a)

«Le failli doit ... h) assister à la première assemblée de ses créanciers, à moins d'en être empêché par la maladie ou pour une autre cause suffisante, et s'y soumettre à un interrogatoire.»

«Comment une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, un emprisonnement maximal d'un an ou, sur déclaration de culpabilité par mise en accusation, un emprisonnement maximal de trois ans tout failli qui, selon le cas : a) omet, sans motif raisonnable, d'accomplir une des choses que l'article 158 exige de lui; ...Les dispositions du *Code criminel* autorisant l'imposition d'une amende en sus ou au lieu d'un emprisonnement ne s'appliquent pas.

Reference 6:**(a) Authorities:**

Bankruptcy Act, sec. 136(1)(d)

"Subject to the rights of secured creditors, the proceeds realized from the property of a bankrupt shall be applied in priority of payment as follows:.....(d) wages, salaries,for services rendered during the three months immediately preceding the bankruptcy to the extent of five hundred in each case, together with..."

Question 7 (1 Mark)

An undischarged bankrupt is guilty of an offence under the Bankruptcy Act if he:

- (a) has no cancelled cheques because he uses only a savings account with the bank
- (b) does not attend the first meeting of creditors because he wanted to attend a baseball game
- (c) purchases on credit clothing for himself and his family for \$400 without disclosing that he is an undischarged bankrupt
- (d) does not disclose that his wife has a bank account with a balance of \$450
- (e) answers (b) and (c)

Reference 7:**(b) Authorities:**

Bankruptcy Act, sec. 158(h), 198(a)

"A bankrupt shall.....(h) attend the first meeting of his creditors unless prevented by sickness or other sufficient cause and submit thereat to examination."

"A bankrupt who fails, without reasonable cause, to do any of the things required of him under section 158,.....is guilty of an offence and liable on summary conviction to imprisonment for a term not exceeding three years, and the provisions of the *Criminal Code* authorizing the imposition of a fine in addition to or in lieu of imprisonment do not apply."

Question 8 (1 point)

Si vous étiez syndic, le (les) quel(s) de (des) motif(s) suivant(s) donneriez-vous pour recommander que le tribunal rejette une proposition?

- I. La proposition ne prévoit pas le paiement prioritaire des créanciers énumérés dans le plan de répartition énoncé dans la *Loi sur la faillite*.
- II. La proposition sera financée à même la marge brute d'autofinancement du débiteur, mais les prévisions en ce sens ne sont pas réalistes.
- III. Le débiteur a déjà fait une proposition, mais a tenu des registres inadéquats par la suite.

- (a) I
- (b) I et II
- (c) I et III
- (d) II et III
- (e) I, II et III.

Réponse 8 :

(e) Sources :

Loi sur la faillite, par. 60(1), 59(2), art. 200

«Le tribunal ne doit approuver aucune proposition qui ne prescrive pas le paiement, en priorité sur les autres réclamations, de toutes les réclamations dont le paiement est ainsi ordonné dans la distribution des biens d'un débiteur, et le paiement de tous les honoraires et dépenses convenables du syndic relatifs et connexes aux procédures découlant de la proposition ou survenant dans la faillite.»

«(1) Avant d'approuver la proposition, le tribunal entend le rapport du syndic dans la forme prescrite quant aux conditions de la proposition et à la conduite du débiteur; en outre, il entend le syndic, le débiteur, tout créancier adverse, opposé ou dissident, ainsi que tout témoignage supplémentaire que le tribunal peut exiger.»

«(2) Lorsqu'il est d'avis que les conditions de la proposition ne sont pas raisonnables ou qu'elles ne sont pas destinées à avantager l'ensemble des créanciers, le tribunal refuse d'approuver la proposition; et il peut refuser d'approuver la proposition lorsqu'il est établi que le débiteur a commis l'une des infractions mentionnées aux articles 198 à 200.»

«Toute personne devenant en faillite ou présentant une proposition, qui, dans une occasion antérieure, a été en faillite ou a présenté une proposition à ses créanciers, commet une infraction ... dans les cas suivants : ... a) ... elle n'a pas tenu ni conservé des livres de comptabilité appropriés. ...»

Question 8 (1 Mark)

Which of the following would be reason(s) for you as trustee to recommend that the Court reject a proposal?

- I. the terms of the proposal do not provide for the payment in priority of those creditors listed under the scheme of distribution in the *Bankruptcy Act*
 - II. the proposal is to be funded from cash flow and the debtor's cash flow projections are unrealistic
 - III. the debtor made a proposal previously and has subsequently maintained inadequate records
- (a) I
 - (b) I and II
 - (c) I and III
 - (d) II and III
 - (e) I, II and III

Reference 8:**(e) Authorities:**

Bankruptcy Act, sec. 60(1), 59(2), 200

"No proposal shall be approved by the court that does not provide for the payment in priority to other claims of all claims directed to be so paid in the distribution of the property of a debtor and for the payment of all proper fees and expenses of the trustee on and incidental to the proceedings arising out of the proposal or in the bankruptcy."

"(1) The court shall, before approving the proposal, hear a report of the trustee in the prescribed form respecting the terms thereof and the conduct of the debtor, and, in addition, shall hear the trustee, the debtor, any opposing, objecting or dissenting creditor and such further evidence as the court may require."

"(2) Where the court is of the opinion that the terms of the proposal are not reasonable or are not calculated to benefit the general body of creditors, the court shall refuse to approve the proposal, and the court may refuse to approve the proposal whenever it is established that the debtor has committed any one of the offences mentioned in sections 198 to 200. (3)...."

"Any person making a proposal who on any previous occasion been bankrupt or made a proposal is guilty of an offence if (a) that person has not kept and preserved proper books of account; or"

Question 9 (1 point)

Le tribunal vous nomme liquidateur de Société A en vertu des dispositions de liquidation énoncées dans la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. Selon vous, une baisse récente de la valeur des biens immeubles rend la société insolvable. Le déficit est inférieur aux prêts impayés des actionnaires. Que devez-vous faire?

- (a) démissionner en votre qualité de liquidateur;
- (b) faire une cession des biens de la société;
- (c) rejeter les réclamations de tous les actionnaires;
- (d) contraindre les actionnaires à convertir leurs prêts en capital-actions;
- (e) aucune des réponses précédentes.

Réponse 9 :

(e) Sources :

La pratique reconnue oblige le liquidateur nommé en vertu des dispositions des lois provinciales en matière de liquidation à arrêter les procédures ou à demander au tribunal de lui ordonner de procéder à une cession, dès qu'il perçoit l'insolvabilité de la société en liquidation, puisque la faillite est un domaine de compétence fédérale.

Question 10 (1 point)

Jean Parent vous demande de faire une cession de ses biens. Lesquelles des réclamations suivantes *seraient* libérées par ordonnance de libération selon la *Loi sur la faillite*?

- (a) 50 \$ à la cour provinciale pour une contravention pour excès de vitesse;
- (b) 2 555 \$ à sa femme à titre d'arriérés de pension alimentaire;
- (c) 300 \$ à la Ligue de baseball des adolescents pour les dons en espèces qui lui ont été faits pendant qu'il en était le trésorier;
- (d) 5 500 \$ à la Couronne du Canada pour des prêts étudiants consentis par l'État;
- (e) aucune des réponses précédentes.

Réponse 10 :

(d) Sources :

Loi sur la faillite, art. 178

«(1) Une ordonnance de libération ne libère pas le failli :

- (a) de toute amende ou pénalité imposée par un tribunal ...;
- (c) de toute dette ou obligation ... selon une convention pour l'entretien et le soutien ...»
- (d) de toute dette ou obligation résultant de la fraude, du détournement, de la concussion ou de l'abus de confiance alors qu'il agissait à titre de fiduciaire.

«(2) Une ordonnance de libération libère le failli de toutes autres réclamations prouvables en matière de faillite.»

Question 9 (1 Mark)

You are a liquidator of Company A, appointed by the Court under the winding up provisions of the Canada Business Corporations Act. In your opinion, a recent fall in the value of real property renders the company insolvent. The deficiency is less than the amount of outstanding shareholders loans. What is the proper course of action?

- (a) resign as liquidator
- (b) assign the company immediately into bankruptcy
- (c) disallow the claims of all shareholders
- (d) insist the shareholders convert their loans into capital stock
- (e) none of the above

Reference 9:**(e) Authorities:**

Accepted practice directs the liquidator under the winding up provisions of provincial companies acts to stay proceedings, or, possibly, apply to the Court to be ordered to make an assignment, as soon as he perceives the insolvency of the corporation in liquidation since Bankruptcy is a federal domain.

Question 10 (1 Mark)

John Doe approaches you to make an assignment in bankruptcy. Which of the following claims against him *would be* released by an order of discharge according to the provisions of the *Bankruptcy Act*?

- (a) \$50 to the provincial court for a speeding ticket
- (b) \$2,555 to his wife for arrears of child support payments
- (c) \$300 to the Little Toddlers' T-Ball League for cash donations given to him while he was treasurer
- (d) \$5,500 to the Crown in right of Canada for Canada student loans
- (e) none of the above

Reference 10:**(d) Authorities:**

Bankruptcy Act, sec. 178

"An order of discharge does not release the bankrupt from

- (a) any fine or penalty imposed by a court;
 - (c) any debt or liability under a support. . . . order;
 - (d) any liability arising out of . . . misappropriation while acting in a fiduciary capacity.
- "Subject to subsection (1), an order of discharge releases the bankrupt from all claims provable in bankruptcy."

Question 11 (1 point)

Vous êtes le syndic de faillite de Viandes Original Limitée. Les personnes suivantes assistent à la première assemblée des créanciers :

- I. M. Original, à titre de fondé de pouvoir de Cheval Limitée, une filiale à 100 % de la faillie, Viandes Original Ltée;
- II. M. Rose, avocat, fondé de pouvoir de M. Original, caution de la Banque XY, un créancier garanti de Viandes Original Limitée;
- III. M. Grosjean, propriétaire unique des Fermes Grosjean, qui a déposé une réclamation, mais pas de procuration.

Qui parmi eux *peut* voter?

- (a) I
- (b) II
- (c) III
- (d) II et III
- (e) aucune des réponses précédentes.

Réponse 11 :

(c) Sources :

Loi sur la faillite, art. 113(3), 112, 109

«Les personnes suivantes n'ont pas le droit de voter pour la nomination d'un syndic ou d'inspecteurs ... c) lorsque le failli est une personne morale, toute personne morale filiale entièrement détenue, ou tout dirigeant, administrateur ou employé de celle-ci.»

«Pour les fins de la votation, un créancier garanti énonce dans sa preuve, à moins qu'il ne renonce à sa garantie, les détails de sa garantie, la date à laquelle elle a été donnée, ainsi que le montant auquel il l'évalue, et il n'a le droit de voter qu'à l'égard du reliquat qui lui est dû, s'il en est, déduction faite de la valeur de sa garantie.»

«Une personne n'a pas le droit de voter à titre de créancier à une assemblée des créanciers, à moins qu'elle n'ait dûment prouvé une réclamation prouvable en matière de faillite et que la preuve de la réclamation n'ait été dûment remise au syndic avant le moment fixé pour l'assemblée.»

Question 11 (1 Mark)

You are trustee in the bankruptcy of Moose Meats Limited. At the first meeting of creditors the following are present:

- I. Mr. Moose, holding a proxy from Horse Limited, a wholly owned subsidiary of the bankrupt Moose Meats Limited;
- II. Mr. Rose, a solicitor, holding a proxy from Mr. Moose the guarantor of XY Bank, a secured creditor of Moose Meats Limited;
- III. Mr. Downer, sole proprietor of Downer's Moose Farm, who has filed a claim but not a proxy.

Which of these *can* vote?

- (a) I
- (b) II
- (c) III
- (d) II and III
- (e) none of the above

Reference 11:**(c) Authorities:**

Bankruptcy Act, sec. 113(3), 112, 109

"The following persons are not entitled to vote on the appointment of a trustee or inspectors:.....(c) where the bankrupt is a corporation, any wholly subsidiary corporation or any officer, director or employee thereof."

"For purposes of voting, a secured creditoris entitled to vote only in respect of the balance, if any, due to him, after deducting the value of his security."

"A person is not entitled to vote as a creditor at any meeting of creditors unlesshe has duly proven a claim provable in bankruptcy and the proof of claim has been duly lodged with the trustee before the time appointed for the meeting."

VRAI OU FAUX — JUSTIFIEZ VOTRE RÉPONSE

Question 12 (1 point)

Un débiteur qui fait une cession de ses biens en Ontario a des biens au Québec. Le syndic devrait confier les biens situés au Québec à un syndic de cette province aux fins de réalisation, étant donné qu'il n'y a pas compétence.

Réponse 12 :

faux — Sources :

Loi sur la faillite, par. 17(2)

«Afin d'obtenir la possession des biens du failli et d'en réaliser la valeur, un syndic a le pouvoir d'agir n'importe où comme syndic.»

Question 13 (1 point)

Lors de leur première assemblée, les inspecteurs peuvent adopter une résolution générale pour conférer au syndic le pouvoir de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour administrer l'actif.

Référence 13 :

faux — Sources :

Loi sur la faillite, par. 30(1),(2)

«Avec la permission des inspecteurs, le syndic peut : a)... 1) ... de la manière et aux conditions que les inspecteurs peuvent ordonner.»

«La permission donnée pour l'application du paragraphe (1) n'est pas une permission générale de faire toutes les choses qui y sont mentionnées ou l'une ou l'autre d'entre elles, mais est restreinte à la ou aux choses particulières, ou à la classe de choses que spécifie la permission.»

Question 14 (1 point)

Toute procédure judiciaire intentée par le syndic sans le consentement des inspecteurs est nulle.

Réponse 14 :

faux — Sources :

Re : Plourde; Marcoux v. Fillion et al (1979) 31 CBR (N.S.) 308

TRUE OR FALSE — STATE YOUR ANSWER WITH REASONS

Question 12 (1 Mark)

A debtor, who has filed an assignment in bankruptcy in Ontario has assets in Quebec. The trustee should give the Quebec assets to a Quebec trustee for realization as he has no jurisdiction in Quebec.

Reference 12:

false — Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 17(2)

"For the purpose of obtaining possession of and seizing on the property of the bankrupt, a trustee has power to act as such anywhere."

Question 13 (1 Mark)

The inspectors at their first meeting can pass a general resolution empowering the trustee to take whatever action he deems necessary in the administration of the estate.

Reference 13:

false — Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 30(1), (2)

"The trustee may, with the permission of the inspectors, do all of the following things: (a) . . . (l). . . as the inspectors may direct;"

"The permission given for the purpose of this subsection (1) is not a general permission to do all or any of the things mentioned in that subsection, but is only a permission to do the particular thing or things or class of thing or things that the permission specifies."

Question 14 (1 Mark)

A legal procedure taken by the trustee without the consent of inspectors is void.

Reference 14:

false — Authorities:

Re: Plourde; Marcoux v. Filion et al (1979) 31 CBR (N.S.) 308

Un syndic a intenté des procédures judiciaires sans consentement et en procédures ont été jugées valides; toutefois, le tribunal a conclu que si le syndic n'avait pas obtenu gain de cause, il risquait d'être tenu personnellement responsable des dépens.

Question 15 (2 points)

La présence physique de trois créanciers est requise pour qu'une assemblée des créanciers soit valide.

Réponse 15 :

faux — Sources :

Loi sur la faillite, art. 106

«Une assemblée de créanciers n'a pas qualité à d'autres fins que l'élection d'un président et que l'ajournement, sauf s'il y a au moins trois créanciers présents ou représentés, **ou si tous les créanciers sont présents ou représentés dans le cas où leur nombre ne dépasse pas trois.**»

Re : Glennie (1923), 4 CBR 226 (NSCA)

Une assemblée des créanciers à laquelle ne participe qu'un seul créancier est constituée légalement si celui-ci est le seul créancier à avoir produit une preuve de réclamation de façon à avoir le droit de voter.

Question 16 (1 point)

Le syndic de faillite peut investir une part importante de l'actif dans des bons du Trésor du Canada.

Réponse 16 :

faux — Sources :

Loi sur la faillite, art. 25

«Le syndic doit déposer dans une banque, en un compte de fiducie distinct au nom de l'actif auquel elles appartiennent, toutes les sommes d'argent de l'actif; il ne doit, sans la permission écrite des inspecteurs ou l'ordonnance du tribunal, en retirer ou enlever aucune de ces sommes, sauf pour le paiement de dividendes et de charges se rapportant à l'administration de l'actif.»

Directive 1R du Surintendant des faillites

Donne des instructions sur la façon de traiter les fonds de l'actif, les contrôles internes, les registres bancaires et comptables et le compte bancaire de fiducie consolidé pour l'administration sommaire.

wherein a trustee initiated judicial proceedings without authority and was upheld however it was held that if the trustee did not succeed he risked personal liability for costs.

Question 15 (2 Marks)

In order that a meeting of creditors be legally valid, the physical presence of three creditors is required.

Reference 15:

false — Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 106

"A meeting of creditors is not competent to act for any purposeunless there are present or represented at least three creditors, or **all the creditors when their number does not exceed three.**"

Re: Glennie (1923), 4 CBR 226 (NSCA)

A meeting of creditors attended only by a single creditor is legally constituted if he is the only one who has filed a proof of claim so as to be entitled to vote.

Question 16 (1 Mark)

The trustee in bankruptcy can invest substantial estate funds in Canadian treasury bills.

Reference 16:

false — Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 25

"The trustee shall deposit in a bank, in a separate trust account in the name of the estate to which they belong, all moneys of the estate, and he shall not withdraw or remove therefrom, without the permission in writing of the inspectors or the order of the court, those moneys, except for payment of dividends and charges incidental to the administration of the estate."

Superintendent of Bankruptcy Directive 1R

Provides direction for the treatment of estate funds, internal controls, banking and accounting records and for the consolidated trust bank account for summary administrations.

Question 17 (2 points)

Le séquestre officiel préside toutes les assemblées des créanciers. .

Réponse 17 :

faux — Sources :

Loi sur la faillite, par. 105.(1)(2)

«Le séquestre officiel, ou la personne qu'il désigne, préside la première assemblée des créanciers ...»

«Le syndic préside toutes les assemblées de créanciers autres que la première...»

Re : Forbes 17 C.B.R.(N.S.)55 (C.S. Ont.)

Pour les propositions, le syndic doit présider la première assemblée.

Question 18 (2 points)

Les biens d'un failli sont dévolus au syndic à la date de dépôt de la requête de mise en faillite, même si l'ordonnance de séquestre n'est rendue que deux semaines plus tard.

Réponse 18 :

faux — Sources :

Loi sur la faillite, par. 71(2)

«Lorsqu'une ordonnance de séquestre est rendue, ou qu'une cession est produite auprès d'un séquestre officiel, un failli cesse d'être habile à céder ou autrement aliéner ses biens qui doivent, sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des droits des créanciers garantis, immédiatement passer et être dévolus au syndic nommé dans l'ordonnance de séquestre ou dans la cession, et advenant un changement de syndic, les biens passent de syndic à syndic sans transport, cession, ni transfert quelconque.

Question 17 (2 Marks)

The official receiver is the chairman at all meetings of creditors.

Reference 17:

false — Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 105.(1)(2),

"The official receiver or his nominee shall be the chairman at the first meeting of creditors....."

"At all meetings other than the first the trustee shall be the chairman..."

Re: Forbes 17 C.B.R.(N.S.)55 (Ont.S.C.)

In proposals the trustee must chair the first meeting.

Question 18 (2 Marks)

The property of a bankrupt vests in the trustee on the date a petition for a receiving order is filed notwithstanding the fact that the receiving order is not made until two weeks later.

Reference 18:

false — Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 71(2)

"On a receiving order being made or an assignment being filed with an official receiver, a bankrupt ceases to have any capacity to dispose of or otherwise deal with his property, which shall, subject to the Act and to the rights of the secured creditors, forthwith pass to and vest in the trustee named in the receiving order or assignment, and in any case of change of trustee the property shall pass from trustee to trustee without any conveyance, assignment or transfer."

Question 19 (1 point)

Un syndic de faillite peut engager les services d'un avocat avant que sa nomination ne soit confirmée par les créanciers.

Réponse 19 :

vrai — Sources :

Loi sur la faillite, par. 19(1)(2)

«Le syndic peut, antérieurement à la première assemblée des créanciers, obtenir l'opinion d'un conseiller juridique et prendre les procédures judiciaires qu'il peut juger nécessaires pour recouvrer ou protéger les biens du failli.»

«Dans un cas d'urgence où il est impossible d'obtenir des inspecteurs, en temps utile, l'autorisation requise pour prendre les mesures qui s'imposent, le syndic peut obtenir l'opinion d'un conseiller juridique, intenter les procédures judiciaires et prendre les mesures qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de l'actif.»

Question 19 (1 Mark)

A trustee in bankruptcy can engage the services of a solicitor before he has been affirmed as trustee by the creditors.

Reference 19:

true — Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 19(1)(2)

"The trustee may prior to the first meeting of creditors obtain such legal advice and take such court proceedings as he may consider necessary for the recovery or protection of the property of the bankrupt."

"In the case of an emergency where the necessary authority cannot be obtained from the inspectors in time to take appropriate action, the trustee may obtain such legal advice and institute such legal proceedings and take such action as he may deem necessary in the interests of the estate of the bankrupt."

RÉPONDEZ BRIÈVEMENT AUX QUESTIONS SUIVANTES

Question 20 (4 points)

La Banque d'Asie (la «Banque») vous nomme séquestre/agent pour prendre possession des biens de Grand Atlas Inc. et les administrer. Le lendemain de votre nomination, au cours de votre première visite à la compagnie, vous apprenez que Gaz Canada Inc. a cessé d'approvisionner la compagnie en mazout en raison d'arriérés de 12 000 \$. Si ces arriérés ne sont pas payés immédiatement, le service ne sera pas repris. En votre qualité de séquestre/agent de la Banque, vous demandez à Gaz Canada Inc. de recommencer le service.

Quelle serait probablement la réponse de Gaz Canada Inc.? Expliquez.

Réponse 20 :

Note : Si, à titre d'agent de la «Banque», le séquestre est un nouveau client, Gas Canada Inc. doit l'approvisionner. Si le séquestre est agent du débiteur Grand Atlas Inc., Gas Canada Inc. peut exiger que les arriérés soient réglés avant de reprendre le service.

Sources :

Peat Marwick Limited v. Consumer Gas Co. (1980), 5 CBR(NS) 1

Lorsque la débenture/acte de fiducie prévoit que le séquestre/agent nommé sera réputé être l'agent de la société débitrice et non l'agent des créanciers, le séquestre devra payer tout arriéré qui existait avant sa nomination.

A titre de société de services publics, Gas Canada Inc. ne peut refuser ses services au nouveau client que vous êtes. Il se peut toutefois que le dépôt pour garantir le crédit soit plus élevé que d'ordinaire. De toute façon, la banque n'est responsable de l'approvisionnement qu'après la prise en charge, même si, dans certains cas, elle peut juger préférable de payer les arriérés.

Canada Trust et al v. Consumer Gas Co., (1978) 26 CBR (NS) 193

Le tribunal a jugé que si un séquestre nommé à l'amiable ouvre un nouveau compte auprès de la société de services publics, il peut ne pas être responsable du paiement des arriérés du compte déjà existant. *Si le séquestre n'ouvre pas un nouveau compte, il doit payer les arriérés. S'il a été nommé par le tribunal, le syndic n'a pas à payer les arriérés et le service doit lui être fourni.*

Question 21 (3 points)

Avant la faillite, l'avocat du failli avait institué des procédures en recouvrement et a perçu les paiements après la faillite. L'avocat revendique un privilège sur le produit à titre d'honoraires et de débours.

Quelle devrait être la position du syndic à l'égard des honoraires et des débours de l'avocat?

ANSWER BRIEFLY THE FOLLOWING QUESTIONS

Question 20 (4 Marks)

You have been appointed receiver/agent by the Bank of Asia ("Bank") to take possession of the assets of Feges Atlas Inc. and to administer them. The day after your appointment, on your first visit to the company, you learn that Gas Canada Inc. has stopped the supply of gas because of arrears of \$12,000. Unless the arrears are paid immediately, the service will not be restored. In your capacity as receiver/agent for Bank, you make a request to Gas Canada Inc. for the supply of gas.

Discuss the likely response from Gas Canada Inc.

Reference 20:

Note: If as agent for "Bank" the receiver is a new customer, Gas Canada Inc. must supply. If the receiver is an agent for the debtor Feges Atlas Inc., Gas Canada Inc. may demand that the arrears be settled before service is restored.

Authorities:

Peat Marwick Limited v Consumer Gas Co. (1980), 5 CBR(NS) 1

Where the debenture provides that the receiver/agent appointed shall for all purposes be deemed an agent of the debtor company and not of the creditors, the receiver will have to pay any arrears owing prior to the appointment.

As a public utility company, Gas Canada Inc. cannot withhold service to the new client that you are. However, the deposit to guarantee the credit to be given could be higher than the usual one. Anyway, the bank is only liable for the supply after the take-over; even if, in some cases, it could prefer to pay the arrears.

Canada Trust et al v. Consumer Gas Co., (1978) 26 CBR (NS) 193

The court held that if a privately appointed receiver opens a new account with the utility, he may not be responsible to pay the arrears of the old account. *If the receiver fails to open a new account, he must pay the arrears. If court appointed the trustee does not have to pay and service must be provided.*

Question 21 (3 Marks)

Prior to bankruptcy the bankrupt's solicitor instituted some collection proceedings and recovered payment after bankruptcy. The solicitor claims a lien on the proceeds for his fees and expenses.

What should be the position of the trustee with respect to the solicitor's fees and expenses?

Réponse 21 :

Si les honoraires sont raisonnables, payez-les, sinon demandez qu'ils soient taxés

Sources :

Tots & Teens, 21 (1) C.B.R. (N.S.) 1;

Re Booth, 56 C.B.R. (N.S.) 289,

Lorsqu'il n'y a pas de compte en fiducie, l'avocat peut demander au tribunal de lui accorder un privilège garantissant les fonds. Le «privilège ouvrier» de la common law peut également s'appliquer, mais il n'est pas utile ici puisque les fonds destinés aux honoraires et aux débours ne sont pas entrés dans l'actif.

Loi sur la faillite. 2(1), 17(2), 67(a), 69 (1), 97(3) :

«biens» Biens de toute nature, meubles ou immeubles, en droit ou en équité, qu'ils soient situés au Canada ou ailleurs. Leur sont assimilés les sommes d'argent, marchandises, droits incorporels et terres, ainsi que les obligations, servitudes et toute espèce de droits, d'intérêts ou de profits, présents ou futurs, acquis ou éventuels, dans des biens, ou en provenant ou s'y rattachant;

«Afin d'obtenir la possession des biens du failli et d'en réaliser la valeur, un syndic a le pouvoir d'agir n'importe où comme syndic.»

«Les biens d'un failli, constituant le patrimoine attribué à ses créanciers, ne comprennent pas les biens suivants : ... a) les biens détenus par le failli en fiducie pour toute autre personne. ...»

«Lors de la déposition d'une proposition faite par une personne insolvable ou lors de la faillite de tout débiteur, aucun créancier ayant une réclamation prouvable en matière de faillite n'a de recours contre le débiteur ou contre ses biens, ni ne peut tenter ou continuer une action, exécution ou autres procédures pour le recouvrement d'une réclamation prouvable en matière de faillite, tant que le syndic n'a pas été libéré ou que la proposition n'a pas été refusée, sauf avec l'autorisation du tribunal et aux conditions que ce dernier peut imposer.»

«Les règles de la compensation s'appliquent à toutes les réclamations produites contre l'actif...»

Question 22 (4 points)

Un failli a déposé une renonciation à sa demande de libération. Deux ans plus tard, et après que le syndic ait obtenu sa propre libération, le failli demande au syndic de déposer une demande de libération en son nom.

Discutez des options et des devoirs du syndic dans cette situation.

Réponse 22 :

Note : Le syndic n'est aucunement tenu en vertu de la loi de déposer une demande de libération au nom du failli, mais il peut être avantageux pour lui d'accepter puisque le syndic peut demander une garantie pour le paiement de ses honoraires et débours, tel qu'il est indiqué plus bas.

Reference 21:

If the fees are reasonable — pay them: if not have them taxed first:

Authorities:

Tots & Teens, 21 (1) C.B.R. (N.S.) 1;

Re Booth, 56 C.B.R. (N.S.) 289,

Where there is no trust account the lawyer can ask the court to grant a lien securing the funds. The common law "mechanics lien" may also apply but it is not useful here since the funds for fees and expenses are not coming into the estate.

Bankruptcy Act, sec. 2(1), 17(2), 67(a), 69 (1), 97(3)

"property includes money, goods, things in action, land and every description of property, whether real or personal, legal or equitable.....and includesevery description of estate, interest and profit, present or future, vested or contingent, in, arising out of or incident to property:"

"For the purpose of obtaining possession of and realizing on the property of the bankrupt, a trustee has power to act as such anywhere."

"The property of a bankrupt divisible among his creditors shall not comprise (a) property held by the bankrupt in trust for any other person,...."

"On the filing of a proposal made by an insolvent person or on the bankruptcy of any debtor, no creditor with a claim provable in bankruptcy shall have any remedy against the debtor or his property or shall commence or continue any action, execution or other proceedings for the recovery of a claim provable in bankruptcy until the trustee has been discharged or until the proposal has been refused, unless with the leave of the court and on such terms as the court may impose."

"The law of set-off applies to all claims made against the estate of the bankrupt..."

Question 22 (4 Marks)

A bankrupt who filed a waiver of his application for discharge requests the trustee two years later, and after the trustee has obtained his own discharge, to proceed with his application for discharge.

Discuss the trustee's duty(ies) and option(s) in this situation.

Reference 22:

Note: There is no statutory obligation on the part of the trustee to proceed with the bankrupt's application for discharge, but it may be good business to accept since the trustee may request a guarantee of fees and disbursements as set out below.

Sources :

Loi sur la faillite, par. 169(3)(5) :

«Un failli qui a signifié un avis de renonciation ainsi qu'il est stipulé au paragraphe (1) peut, en tout temps et à ses propres frais, demander une libération en obtenant du tribunal une convocation pour une audition dont avis est signifié au syndic au moins vingt jours avant la date fixée pour l'audition de la demande; sur pareille signification, le syndic procède de la façon prévue au présent article.»

«Le tribunal peut, avant d'émettre une convocation, si le syndic le requiert, exiger que soit déposé chez le syndic tel montant, ou que soit fournie au syndic telle garantie, que le tribunal estime appropriés, pour le paiement de ses honoraires et débours occasionnés au sujet de la demande.»

Question 23 (12 points)

La Banque ABC vous nomme séquestre/agent des Magasins de Vêtement Limitée («MVL»), un détaillant exploitant 3 magasins et un entrepôt. La banque détient une débenture/acte de fiducie sur tous les biens. Depuis un mois, MVL tient une vente à rabais 50% pour du comptant et a abandonné l'un de ses magasins de détail.

L'entrepôt, qui sert également de bureau de comptabilité, est situé dans un complexe industriel à l'extérieur de la ville. On y a installé un système de contrôle des stocks informatisé. Les caisses enregistreuses transfèrent leurs données quotidiennement à un ordinateur situé dans l'entrepôt. Toutes les marchandises livrées par l'entrepôt au magasin sont enregistrées sur un document de livraison et entrées sur ordinateur. Le stock est constitué de vêtements divers dont la valeur par article s'échelonne entre quelques dollars et 500 \$.

Dressez la liste des étapes que vous devriez suivre pour prendre possession et le contrôle des biens de MVL.

Réponse 23 :**Sources :**

Directive du Surintendant des faillites, N° 22

Les étapes pour prendre possession et obtenir le contrôle des biens mis sous séquestre seraient semblables à celles qui doivent être suivies lors d'une faillite. Par exemple :

Exemples :

- (1) *Les comptes bancaires* : en prendre possession en téléphonant d'abord à la banque puis en expédiant un avis écrit.
- (2) *Les stocks* : en dresser l'inventaire au moyen d'une sortie sur imprimante et procéder à des vérifications au hasard visant les articles de valeur et tout bien en transit.

Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 169(3)(5)

"A bankrupt who has given a notice of waiver as provided in subsection (1) may, at any time at his own expense, apply for a discharge by obtaining from the court an appointment for a hearing, which shall be served on the trustee not less than twenty days before the date fixed for the hearing of the application, *and the trustee on being served therewith shall proceed as provided in this section.*"

"The court may, before issuing an appointment for hearing an application for discharge, *if requested by the trustee*, require such funds to be deposited with, or such guarantee to be given to, the trustee, as it deems proper, for the payment of his fees and disbursements incurred in respect of the application."

Question 23 (12 Marks)

You are appointed receiver/agent of The Clothing Stores Limited ("TCS"), a retailer with 3 stores and a warehouse, by XYZ Bank which holds a debenture/trust deed on all the assets. For the last month, TCS has been holding a 50% off for cash sale and has abandoned one of its retail locations.

The warehouse which also serves as the accounting office, is located in an industrial mall outside the city. There is a computerized inventory control system in place. The cash registers download their transactions daily to a computer in the warehouse. All goods shipped to the store from the warehouse are recorded on a shipping document and entered into the computer. The inventory consists of various types of clothing ranging in value from a few dollars to \$500 per item.

List the steps you should carry out in taking possession and control of the assets of TCS.

Reference 23:**Authorities:**

Superintendent of Bankruptcy Directive 22

The steps in taking possession & control of assets in the receivership would be similar to those taken in a bankruptcy. For example:

Examples Next:

- (1) *Bank accounts* would be secured by telephoning first and then followed-up by a notice in writing.
- (2) *Inventory* would be taken with a computer print out to back up the inventory with spot check counts on the high value items and any goods in transit.

-
- (3) *Actif immobilisé* : l'identifier, le vérifier et en prendre possession lorsque cela est nécessaire.
 - (4) *Dossiers* : les obtenir en prenant possession des ordinateurs, et en obtenant des sorties sur imprimante à jour, avec prélèvement d'une copie de sauvegarde de la disquette du bilan qui doit être conservée ailleurs.
 - (5) *Les locaux commerciaux* : en prendre possession en faisant installer des systèmes d'alarme ou en modifiant les codes des systèmes existants. Changer les serrures ou en installer une deuxième série.
 - (6) *Assurance* : en vérifier la protection et aviser les assureurs de la nomination.
 - (7) *Avis* : les afficher sur les portes des locaux commerciaux.
 - (8) *Les locataires* : les aviser de la nomination et procéder en même temps à la vérification des baux.

-
- (3) *Fixed asset* would be identified, verified and taken into possession where required.
 - (4) *Records* would be secured by taking possession of the computers with printouts to the current date with a back up copy of the statement of affairs disk removed for safekeeping.
 - (5) *Premises* would be secured with security alarms installed and/or codes changed. Locks would be changed and/or double locks installed.
 - (6) *Insurance* would be verified as to coverage and the insurers notified of the appointment.
 - (7) *Notices* would be posted on premise doors.
 - (8) *Landlords* would be notified of the appointment at which time rents verified.

PARTIE B
55 points

Question 1 (7 points)

Vous êtes le syndic de A Limitée, un petit fabricant. Au moment de prendre possession, vous apprenez que l'une des machines lourdes dont la compagnie n'avait plus besoin (valeur comptable : 50 000 \$) est entre les mains de Compagnie B, qui prenait des arrangements pour acheter la machine pour la somme de 40 000 \$. Aucun contrat de vente ou facture n'a été émis par la faillie. Compagnie B est également un sous-traitant de A Limitée.

Identifiez le ou les problèmes que vous entrevoyez dans cette situation et justifiez votre solution à chaque problème que vous avez identifié.

Réponse 1 :

Considérations et Sources :

La prise de possession de fait ou de droit d'une machine lourde faisant partie de l'actif de la faillie et se trouvant entre les mains d'un acquéreur éventuel entraîne des problèmes. Voilà pourquoi la prise de possession de droit peut offrir le contrôle et la protection temporaires les plus efficaces, compte tenu des coûts, jusqu'à ce que le syndic puisse disposer de cet élément de l'actif. En l'absence de meilleures solutions, le syndic peut devoir prendre possession de la machine en la retirant avec l'approbation de la compagnie B ou conformément à une ordonnance ou un mandat émanant du tribunal en vertu du paragraphe 189(1).

Mesures à Prendre :

- (1) Afficher un avis de propriété;
- (2) Évaluer et assurer l'appareil;
- (3) Louer à bail ou obtenir une entente quant au contrôle sur la machine;
- (4) Négocier diverses possibilités avec la compagnie B;
- (5) Négocier l'entreposage et la garde;
- (6) Faire un appel d'offres d'achat;
- (7) Demander l'approbation des inspecteurs;
- (8) Vendre, donner à bail ou louer;
- (9) Prendre possession de l'appareil en le retirant avec l'approbation de la compagnie B ou conformément à un mandat délivré en vertu de l'article 189 de la *Loi sur la faillite*.
- (10) Autres.

Loi sur la faillite, par. 16(3), (3.1)

«Le plus tôt possible, le syndic prend possession des titres, livres, dossiers et documents, ainsi que de tous les biens du failli, et dresse un inventaire; pour lui permettre de préparer un inventaire, il a le droit, sous réserve du paragraphe (3.1), de pénétrer en tout lieu où peuvent se trouver les titres, livres, dossiers, documents ou biens du failli, quoiqu'ils puissent être en la possession d'un huissier-exécutant, d'un créancier garanti ou d'une autre personne qui les réclame.»

«Lorsque les lieux sont occupés par une autre personne que le failli, le syndic ne peut toutefois y pénétrer sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu à l'article 189.»

PART B
55 Marks

Question 1 (7 Marks)

You are trustee of A Limited, a small manufacturer. At the time you take possession, you are told that one large machine that the company no longer needed (book value \$50,000) is in the hands of B Company who was making arrangements to purchase the machine for the sum of \$40,000. No bill of sale or invoice has been issued by the bankrupt. B Company is also a sub-contractor for A Limited.

Identify any problem(s) you see in this situation and provide with reason(s) your method of dealing with the problem(s).

Reference 1:

Considerations and Authorities:

There are problems in taking actual or constructive possession of a large machine estate asset of a bankrupt from the hands of a potential purchaser. If view of this, constructive possession may offer the most cost-effective interim control and protection until the trustee can dispose of this estate asset. In the absence of better alternatives, the trustee may have to take possession by moving the machine with Company B approval or with a court order or warrant issued under section 189(1).

Action:

- (1) Post notice of ownership.
- (2) Appraise and insure the machine.
- (3) Lease or obtain a control agreement.
- (4) Negotiate possibilities with "B" Co.
- (5) Negotiate storage and safekeeping.
- (6) Invite offers to purchase.
- (7) Seek inspector approvals.
- (8) Sell, lease, or rent.
- (9) Take possession by moving machine with Company B consent or by a warrant issued under section 189 of the Bankruptcy Act.
- (10) Other:

Bankruptcy Act, sec. 16(3), (3.1)

"The trustee shall, as soon as possible, take possession of.....all property of the bankrupt and make an inventory, and for the purpose of making an inventory the trustee is entitled to enter, subject to subsection (3.1), on any premises on which theproperty of the bankrupt may be, notwithstanding that they may be in the possession of a sheriff, a secured creditor or other claimant thereto."

"Where the premises referred to in subsection (3) are occupied by a person other than the bankrupt, the trustee may not enter the premises without the consent of that other person except under the authority of a warrant issued under section 189."

Question 2 (5 points)

Vous êtes un associé et l'unique syndic autorisé d'un petit cabinet de comptables titulaire d'une licence de syndic. L'associé principal souhaiterait que le cabinet accepte d'être nommé syndic à l'égard d'une proposition devant être présentée par la Compagnie A&M, détaillant. Si la proposition est acceptée, **votre plus gros client en vérification** achètera les actions de la compagnie débitrice, financera la proposition et fusionnera la compagnie débitrice et la sienne.

- a) Quels risquent d'être les problèmes et comment pourrait-on les régler?
- b) Devriez-vous accepter la nomination? Justifiez votre réponse.

Réponse 2 :

- (a) Des problèmes peuvent se poser lorsque les intérêts d'un gros client en vérification et ceux de l'administration d'un actif en vertu de la *Loi sur la faillite* divergent. Il peut y avoir conflit ou apparence de conflit même si les intérêts du client en vérification et ceux de l'actif sont compatibles.
- (b) Le syndic peut refuser la nomination ou, à titre de solution de rechange, se conformer aux «Règlements de conduite professionnelle» en dévoilant entièrement les circonstances à toutes les parties intéressées, au surintendant et au tribunal.

Considérations :

1. Si la proposition est approuvée, il peut ne pas y avoir de conflit;
2. En cas de refus de la proposition, il y a conflit réel ou apparent;
3. Le syndic peut refuser d'agir à l'égard de la proposition;
4. Le syndic peut refuser d'agir à l'égard d'une faillite;
5. Le syndic peut demander à un autre syndic d'agir;
6. Le syndic peut dévoiler entièrement tout conflit ou toute apparence de conflit aux créanciers, lors de leur première assemblée; ceux-ci peuvent souhaiter une substitution.

Sources :

Règlements de conduite professionnelle (C.C.I.) règle 4 :

«Un membre doit, dans toute mission d'ordre professionnel, éviter les influences, les intérêts ou les relations qui compromettent son objectivité ou son discernement professionnels ou qui, aux yeux d'un observateur juste et averti, peuvent avoir un tel effet.»

Interprétation de la règle 4, par. (1) et (6) :

«Un membre doit s'assurer que les rapports qui existent entre lui-même ou ses associés et le débiteur, un créancier ou tout autre client ayant un intérêt dans l'engagement professionnel ne sont pas de nature à compromettre son objectivité ou son discernement professionnel.»

«Un membre ne tolérera pas d'être ou de demeurer dans une situation qui peut ou qui semble pouvoir impliquer un conflit d'intérêts *sans dévoiler* cet état de fait à toutes les parties intéressées et sans obtenir leur accord par écrit; le respect de ce principe a pour conséquence qu'un membre n'acceptera aucune mission :

- (a) en qualité de syndic selon la *Loi sur la faillite...*»

Question 2 (5 Marks)

You are a partner and the only licensed trustee in a small accounting firm which holds a corporate trustee license. Your senior partner wishes the corporate trustee to accept an appointment as trustee of a proposal to be made by A & M Company, a retailer. If the proposal is accepted, **your largest audit client** will purchase the shares of the debtor company, fund the proposal, and merge the debtor company with it.

- (a) What potential problems are there and how could they be handled?
- (b) Should you accept the appointment? Give reason(s) to support your answer.

Reference 2:

- (a) There are potential problems when the interests of a large audit client and the administration of an estate under the *Bankruptcy Act* differ. There may be conflict or the appearance of conflict notwithstanding that the audit client and estate interests may be compatible.
- (b) The trustee may refuse the appointment or possibly as an alternative may satisfy the "Rules of Professional Conduct" by making full disclosure of the circumstances to all interested parties, the Superintendent and to the court.

Considerations:

1. If the proposal is approved, conflict may be negated.
2. If the proposal fails there is real or apparent conflict.
3. Trustee may refuse to act in proposal.
4. Trustee may refuse to act in a bankruptcy.
5. Trustee may seek another trustee willing to act.
6. Trustee must make a full disclosure of any conflict or appearance of conflict to the creditors at their first meeting where creditors may wish to substitute.

Authorities:

Rules of Professional Conduct (C.I.A.), rule 4:

"A member shall with respect to any professional engagement hold himself free of any influence, interest or relationship which impairs his professional judgement or objectivity or which, in the view of a reasonable and informed observer, has that effect."

Interpretation (1)&(6) of rule 4:

"A member should be satisfied that his or his associates' relationship with the debtor, any creditor or any other clients having an interest in the professional engagement is not such as to impair his professional judgement or objectivity."

"A member shall not permit himself to be placed or remain in a position where a conflict of interest may exist or appear to exist, *without making full disclosure* to, and obtaining the written consent of all interested parties; in keeping with this principle, a member shall not accept any appointment:

- (a) as trustee under the *Bankruptcy Act*....."

Question 3 (4 points)

La banque détient une sûreté valide sur tous les biens du débiteur. Le bailleur de ce dernier a saisi les biens de son locataire (débiteur) pour couvrir les loyers impayés. Le lendemain, le débiteur décide de faire une cession de ses biens.

- a) Qui aurait droit aux biens acquis avant la faillite? Justifiez votre réponse.
- b) Qui aurait droit aux biens acquis après la faillite? Justifiez votre réponse.

Réponse 3 :

Conclusions :

- (a) Avant la faillite, le bailleur a droit aux biens.
- (b) Après la faillite, la banque a droit aux biens et effets garantis puisque l'action du bailleur est suspendue et que le syndic a droit aux biens *sous réserve des droits des créanciers garantis*.

Sources :

Re : Gingras Automobile Ltee, (1962) 4 C.B.R.(N.S.) 123 (CSC)

Avant la faillite d'un locataire, le bailleur peut pratiquer une saisie-gagerie pour les arriérés de loyer (en vertu de la loi provinciale en matière de location) mais dès que la faillite a lieu, si la saisie-gagerie n'a pas été complètement réglée, le bailleur doit rendre les biens saisis au syndic de la faillite puisque c'est maintenant la *Loi sur la faillite* qui s'applique.

Receiverships de Frank Bennett, p. 218, Carswell 1985 :

Les droits du bailleur ne sont pas touchés par la mise sous séquestre.

Loi sur la faillite, art. 69, 136, 146, 16(3)

«... lors de la faillite de tout débiteur, aucun créancier ayant une réclamation prouvable en matière de faillite n'a de recours contre le débiteur ou contre ses biens, ni ne peut tenter ou continuer une action, exécution ou autres procédures pour le recouvrement d'une réclamation prouvable en matière de faillite...»

«(1) Sous réserve des droits des créanciers garantis, les montants réalisés provenant des biens d'un failli sont distribués d'après l'ordre de priorité de paiement suivant :

(a)... (f) le propriétaire quant aux arriérés de loyer ...»

«Sauf quant à la priorité de rang que couvre l'article 136 et sous réserve du paragraphe 73(4), les droits des propriétaires sont déterminés conformément au droit de la province où sont situés les lieux sous bail.»

Question 3 (4 Marks)

The bank holds valid security covering all goods and chattels of the debtor. The landlord of the debtor seized the goods and chattels of the tenant (debtor) by distraining for unpaid rent. The following day the debtor intends to file an assignment in bankruptcy.

- (a) Who would be entitled to these goods and chattels before the bankruptcy? Give reason(s) to support your answer.
- (b) Who would be entitled to these goods and chattels after the bankruptcy? Give reason(s) to support your answer.

Reference 3:

Conclusions:

- (a) Before bankruptcy the landlord is entitled to the goods.
- (b) After bankruptcy the bank is entitled to the secured goods and chattels since the landlord's action is stayed and the trustee is entitled to the goods *subject to the rights of secured creditors*.

Authorities:

Re: Gingras Automobile Ltee. (1962) 4 C.B.R. (N.S.) 123 (SCC)

Prior to the bankruptcy of a tenant, a landlord may distrain for arrears in rent (under provincial landlord and tenant law) but once the bankruptcy occurs, and if the distress has not been completed, the landlord must surrender the property under seizure to the trustee in bankruptcy since the jurisdiction is now within the *Bankruptcy Act*.

Receiverships by Frank Bennett, pg. 218, Carswell 1985
Rights of landlord are not affected by receivership.

Bankruptcy Act, sec. 69, 136, 146, 16(3)

".....on the bankruptcy of any debtor, no creditor with a claim provable in bankruptcy shall have any remedy against the debtor or his property or shall commence or continue any action, execution or other proceedings for the recovery of a claim provable...."

"(1) Subject to the rights of secured creditors, the proceeds realized from the property of a bankrupt shall be applied in priority of payment as follows:

(a).....(f) the landlord for arrears of rent....."

"Subject to priority of ranking as provided by section 136 and subject to subsection 73 the rights of landlords shall be determined according to the laws of the province in which the leased premises are situated."

Question 4 (3 points)

Le seul bien d'une faillite est un terrain sur lequel il y a un bâtiment vide ayant une valeur de 200 000 \$. L'immeuble est grevé d'une hypothèque de 250 000 \$ et les taxes impayées sur celui-ci s'élèvent à 15 000 \$. La police d'assurance-incendie a expiré une semaine avant la cession de biens. Le créancier hypothécaire est à l'extérieur du pays et on ne peut le rejoindre.

Le syndic doit-il souscrire de l'assurance? Dans l'affirmative, de quel montant? Justifiez votre réponse.

Réponse 4 :

Conclusions :

- (1) Le syndic a l'obligation d'assurer l'immeuble à sa valeur.
- (2) L'immeuble est évalué à 200 000 \$.
- (3) Le syndic doit aviser le créancier hypothécaire de son intention d'assurer l'immeuble et en réclamer le coût à titre de mesure conservatoire.
- (4) Le syndic peut être tenu responsable si l'immeuble n'est pas assuré.
- (5) Lorsqu'ils seront nommés, les inspecteurs détermineront la protection.

Sources :

Loi sur la faillite, art. 24

«Le syndic doit immédiatement assurer à titre temporaire et tenir assurés, en son nom officiel, tous les biens assurables du failli pour telle somme et contre tels risques qu'il peut juger à propos jusqu'à ce que les inspecteurs aient été nommés. Dès lors, les inspecteurs déterminent le montant pour lequel le syndic assure les biens du failli, ainsi que les risques contre lesquels le syndic assure ces biens.»

Mercure c. A. Marquette et Fils Inc. [1977] 1 R.C.S. 547

Article — 24 C.B.R. (N.S.) 1

Même si le syndic n'a aucun intérêt dans l'immeuble qui est totalement garanti, il doit néanmoins aviser le créancier garanti de sorte que celui-ci puisse prendre les mesures nécessaires pour l'assurer, sinon il peut être responsable envers le créancier. Cette décision semble imposer au syndic une obligation d'assurer les biens à leur valeur.

Question 5 (5 points)

En votre qualité de syndic de faillite, vous exploitez un commerce de détail qui vend des ordinateurs. Au magasin se trouve un mini-ordinateur UNIX acquis d'un client dans le cadre d'un échange. Il y a dix ans, il valait 45 000 \$ à l'état neuf. L'un de vos employés, qui supervise les opérations, désire acheter de l'actif cet ordinateur «obsolescent» pour sa valeur de rebut. Cet employé vous assure que personne d'autre n'est prêt à faire d'offre.

Quelle devrait être la position du syndic dans cette affaire? Justifiez votre position.

Question 4 (3 Marks)

The only asset in an estate in bankruptcy is a lot with an empty building thereon. The asset is valued at \$200,000. There is a mortgage of \$250,000 and tax arrears of \$15,000 on the property. The fire insurance policy expired one week before the assignment in bankruptcy. The mortgagee is out of the country and not available.

Is the trustee obliged to place insurance? If so, in what amount?
Provide reason(s) to support your answer.

Reference 4:**Conclusions:**

- (1) The trustee has a duty to insure the value.
- (2) The asset is valued at \$200,000.
- (3) The trustee must notify mortgagee of his intention to insure and claim the cost as a conservatory measure.
- (4) Trustee may be liable if not insured.
- (5) Inspectors when appointed to determine coverage.

Authorities:*Bankruptcy Act, Sec. 24*

"The trustee shall forthwith temporarily insure and keep insured in his official name all the insurable property of the bankrupt, for such amount and against such hazards as he may deem advisable until the inspectors are appointed, whereupon the inspectors shall determine the amount for which and the hazards against which the bankrupt's property shall be insured by the trustee."

*Mercure v. A. Marquette & Fils Inc. (1977) 1 S.C.R. 547**Article — 24 C.B.R. (N.S.) 1*

Although a trustee may have no interest in estate property that is fully secured, he must still notify the secured creditor so that the secured creditor may make arrangements to insure and if not he may be liable to the creditor. This appears to give the trustee a duty to insure the value of the assets.

Question 5 (5 Marks)

As trustee in bankruptcy, you are carrying on the business of a retail proprietorship selling computers. In the store is a UNIX based minicomputer acquired from a customer on a trade-in. Ten years ago when the computer was new it was worth \$45,000. One of your staff who has been supervising operations, wishes to buy from the estate this "obsolete" computer for the equivalent of scrap value. The staff member assures you that no one else was willing to make an offer.

With reasons, outline the position the trustee should take in this matter.

Réponse 5 :

Conclusions :

Afin d'éviter les conflits, les syndicats ne devraient pas vendre à eux-mêmes ou à leurs employés des éléments de l'actif; toutefois, dans l'intérêt des créanciers, mieux vaut une petite vente qu'aucune vente. Compte tenu de l'apparence de conflit et de la disposition du paragraphe 33(2) de la *Loi sur la faillite*, toute vente d'un actif à un employé doit faire l'objet des divulgations et des approbations exigées par la loi et par les règlements de conduite professionnelle. Puisque toute inobservation de ces règles peut entraîner de graves conséquences, l'approbation des créanciers ou des inspecteurs et du tribunal devrait porter sur les points suivants :

Considérations :

1. L'élément de l'actif est «obsolescent» et n'a qu'une valeur de rebut.
2. Documentation relative à l'évaluation et à l'absence d'offres.
3. Le fait qu'un membre du personnel du syndic désire acheter l'élément de l'actif.
4. Situation de conflit ou de conflit apparent.
5. Dispositions de la *Loi sur la faillite* interdisant de tirer des avantages non autorisés de l'actif.
6. Directives données par les Règlements de conduite professionnelle.
7. Pouvoir des créanciers et des inspecteurs d'approuver la vente.
8. Pouvoir du tribunal d'approuver la vente.
9. Disponibilité de l'élément d'actif comme partie des biens offerts en vente au grand public.
10. Approbation des inspecteurs dans une demande présentée au tribunal pour obtenir une ordonnance attribuant au syndic les avoirs de l'actif, au prix déterminé pour acheter l'élément d'actif.
11. Divulgation au surintendant, au tribunal et au public.
12. Excédent des recettes de la vente à l'employé sur la valeur de rebut.
13. Autres.

Sources :

Loi sur la faillite, art. 202(1)h), 33(2)

«Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines, quiconque, selon le cas : ... étant un syndic, conclut un arrangement dans des circonstances quelconques avec le failli ou avec un procureur, un commissaire-priseur ou une autre personne employée relativement à une faillite, pour ... une contrepartie ou un avantage pécuniaire ou autre, quelle qu'en soit la nature, excédant la rémunération payable sur l'actif.»

«S'il n'est reçu à l'égard des avoirs aucune offre suffisante pour rembourser le syndic, le tribunal peut rendre une ordonnance attribuant au syndic personnellement tous les avoirs de l'actif, et, dès que l'ordonnance est rendue, les droits et intérêts que les créanciers et le failli peuvent posséder à l'égard des avoirs deviennent périmés et prennent fin.»

Reference 5:

Conclusions:

To avoid conflict, trustees should not sell estate assets to themselves or their employees, but in the interest of creditors a small sale is better than none at all. The appearance of conflict and section 33(2) of the *Bankruptcy Act* require sales from an estate to an employee to have all the disclosures and approvals required by both the law and the professional rules of conduct. The consequences of failing to comply have serious consequences so the creditor or inspector and court approval should include the following considerations:

Considerations:

1. Estate asset obsolete and of scrap value only.
2. Appraisal and lack of bids documentation.
3. Trustees staff member wishes to buy estate asset.
4. Conflict or appearance of conflict situation.
5. Bankruptcy Act prohibition of unauthorized benefits from estate.
6. Rules of Professional Conduct guidelines.
7. Creditor and inspector authority to approve sale.
8. Court authority to approve sale.
9. Availability of the asset available as part of the goods on sale to the general public.
10. The inspector approval in a petition to the court seeking an order vesting the asset in the trustee at the determined price to purchase the asset from the estate.
11. Disclosure to Superintendent, court and public record.
12. Benefit of distress sale to employee over scrap return.
13. Other.

Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 202(1)(h), 33(2)

"A person who being a trustee, makes any arrangement under any circumstances with (a) person employed in connection with a bankruptcy, for anyconsideration or benefit whatever beyond the remuneration payable out of the estate, is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both."

"If no bid is received for the assets of the estate of the bankrupt sufficient to reimburse the trustee, the court may make an order vesting in the trustee personally all assets of the estate and upon the making of the order the rights and interests of the creditors and of the bankrupt to the assets shall be determined and ended."

Règlements de conduite professionnelle (C.C.I.) règle 4
Interprétation 2

«Un membre doit, dans toute mission d'ordre professionnel, éviter les influences, les intérêts ou les relations qui compromettent son objectivité ou son discernement professionnels ou qui, aux yeux d'un observateur juste et averti, peuvent avoir un tel effet.

«Un membre, ses associés, ses affiliés, ses employés et leurs familles respectives ne peuvent en aucune manière acquérir, directement ou indirectement, de quelque façon, des biens que le membre est chargé d'administrer, étant entendu que chacune des personnes sus-nommées peut acquérir des biens au moment d'une vente au détail gérée par le membre par laquelle ces mêmes biens sont offerts au grand public et que le membre, ses associés, ses affiliés, ses employés et leurs familles respectives ne reçoivent ni n'accordent aucune faveur particulière ou préférence par rapport aux conditions accordées au grand public.

Question 6 (4 points)

Les créanciers remplacent le syndic A par le syndic B. Syndic A fut également séquestre provisoire pendant un temps. L'actif total s'élève à 10 000 \$. Syndic A réclame des débours de 2 500 \$ et des honoraires de 8 000 \$, et 500 \$ pour les services qu'il a rendus à titre de séquestre provisoire. Syndic B réclame des débours de 1 500 \$ et des honoraires de 5 000 \$.

Comment les honoraires et les débours de chaque syndic devraient-ils être réglés?

Réponse 6 :

Problème :

Le problème découle du fait que l'avoir de l'actif, soit 10 000 \$, ne suffit pas à régler les honoraires et les débours taxés de 17 500 \$.

Conclusions :

1. Le syndic provisoire est payé en premier lieu. (500,00 \$)
2. Le syndic A reçoit ses débours. (2 500,00 \$)
3. Le syndic B reçoit ses débours. (1 500,00 \$)
4. Le syndic A reçoit 62,5 % du solde. (3 437,50 \$)
5. Le syndic B reçoit 37,5 % du solde. (2 062,50 \$)
6. Actif total (10 000,00 \$)

Sources :

Loi sur la faillite, par. 39(4) :

«Si plusieurs syndics agissent les uns en succession des autres, la rémunération est répartie entre les syndics selon les services que chacun d'eux a rendus, et, en l'absence d'une entente entre les syndics, le tribunal détermine le montant payable à chacun d'eux.»

*Rules of Professional Conduct, C.I.A., Rule 4,
Intrepretation 2*

"A member shall with respect to any professional engagement hold himself free of any influence, interest or relationship which impairs his professional judgement or objectivity or which, in the view of a reasonable and informed observer, has that effect."

"A member, his partners, his associates, his staff and their respective household shall not acquire directly or indirectly in any manner whatsoever any assets under the administration of the member, provided that any of the foregoing may acquire assets from a retail operation under administration of the member where those assets are available to the general public for sale and that no special treatment or preference over and above that granted to the public is offered to or accepted by the member, his partners, his associates, his staff and their respective households."

Question 6 (4 Marks)

The creditors substitute trustee B for trustee A who was also interim receiver for a short time. The total estate assets are \$10,000. Trustee A claims disbursements of \$2,500 and fees of \$8,000 and for his services as interim receiver \$500. Trustee B claims disbursements of \$1,500 and fees of \$5,000.

How should fees and disbursements of each trustee be dealt with?

Reference 6:

Problem:

The issue is that the estate assets of \$10,000. are insufficient to pay taxed fees and disbursements of \$17,500.

Conclusions:

1. Interim receiver gets paid first.	(\$500.00)
2. Trustee "A" gets paid his disbursements.	(2,500.00)
3. Trustee "B" gets paid his disbursements.	(1,500.00)
4. Trustee "A" gets paid 62.5% of remainder.	(3,437.50)
5. Trustee "B" gets paid 37.5% of remainder.	(2,062.50)
6. Total Estate Funds	(\$10,000.00)

Authorities:

Bankruptcy Act, sec. 39(4)

"In the case of two or more trustees acting in succession the remuneration shall be apportioned between the trustees in accordance with the services rendered by each, and in the absence of agreement between the trustees the court shall determine the amount payable to each."

Re Jenny Lind Candy Shops, Ltd., (1942) 23 C.B.R. 339 :

Un séquestre provisoire a droit au paiement de ses honoraires et débours avant le règlement des honoraires et débours du syndic; lorsqu'il y a eu substitution de syndic et que l'actif n'est pas suffisant pour régler les honoraires et débours des deux syndics, on procède d'abord au règlement des honoraires et débours du séquestre provisoire, puis au règlement des débours du premier syndic, et enfin au règlement des débours du deuxième syndic. S'il reste un solde après le règlement des débours des deux syndics, les honoraires des syndics sont divisés entre eux.

Question 7 (2 points)

Un séquestre/agent nommé par contrat est en possession de tous les biens, y compris les livres et registres de la compagnie. Ultérieurement, un syndic de faillite est nommé et désire également prendre possession des livres et registres.

Lequel des deux a droit aux livres et registres? Justifiez votre réponse.

Réponse 7 :

Conclusions :

1. Les livres et registres relatifs à la garantie vont au séquestre.
2. Les autres livres et registres vont au syndic.
3. Ils ont tous deux le droit d'accès aux livres et registres détenus par l'autre et le droit d'en faire des copies.

Loi sur la faillite, par. 16(3), (3.1) & 17(2) :

«Le plus tôt possible, le syndic prend possession des titres, livres, dossiers et documents, ainsi que de tous les biens du failli, et dresse un inventaire; pour lui permettre de préparer un inventaire, il a le droit, sous réserve du paragraphe (3.1), de pénétrer en tout lieu où peuvent se trouver les titres, livres, dossiers, documents ou biens du failli, quoiqu'ils puissent être en la possession d'un huissier-exécutant, d'un créancier garanti ou d'une autre personne qui les réclame.»

«Lorsque les lieux sont occupés par une autre personne que le failli, le syndic ne peut toutefois y pénétrer sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu à l'article 189.»

«Afin d'obtenir la possession des biens du failli et d'en réaliser la valeur, un syndic a le pouvoir d'agir n'importe où comme syndic.»

Re Accurate Kitchens and Woodworking Ltd., (1969) 15 C.B.R.(N.S.) 146 (C.S. Ont.)

S'il y a un séquestre/agent qui est en possession des biens, les livres et registres du failli qui portent sur les éléments de l'actif du failli qui ont été hypothéqués devraient être gardés par le séquestre/agent, tandis que les autres livres et registres devraient être remis au syndic. Le syndic et le séquestre devraient tous deux avoir accès aux livres et registres conservés par l'un et l'autre, avec droit d'en faire des copies.

Re Jenny Lind Candy Shops, Ltd. (1942) 23 C.B.R. 339

An interim receiver is entitled to be paid his fees and disbursements in priority to any fees of disbursements of the trustee and where one trustee has been substituted for another and the estate assets are insufficient to pay both the former and the new trustee, after the interim receiver is paid, the disbursements of the first trustee are paid next and then the disbursements of the second trustee. If there are monies left after paying both disbursements, then the fees of the trustees are divided between them.

Question 7 (2 Marks)

A receiver/agent appointed by document is in possession of all assets including the books and records of the company. Subsequently a trustee in bankruptcy is appointed who also wishes to obtain possession of the books and records.

Which of the parties is entitled to possession of the books and records? Give reason(s) to support your answer.

Reference 7:

Conclusions:

1. The records relating to the security go to the receiver.
2. The remaining records go to the trustee.
3. Both have the right to access and make copies of the records held by each.

Bankruptcy Act, sec. 16(3), (3.1) & 17(2)

"The trustee shall, as soon as possible, take possession of the deeds, books, records and documents and all property of bankrupt and make an inventory, and for the purpose of making an inventory the trustee is entitled to enter, subject to subsection (3.1), on any premise on which the deeds, books, records, documents, property of the bankrupt may be, notwithstanding that they may be in the possession of a sheriff, a secured creditor or other claimant thereto."

"Where the premises referred to in subsection (3) are occupied by a person other than the bankrupt, the trustee may not enter the premises without the consent of that other person except under the authority of a warrant issued under section 189."

"For the purpose of obtaining possession of and realizing on the property of the bankrupt, the trustee has the power to act as such anywhere."

Re Accurate Kitchens and Woodworking Ltd. (1969), 15 C.B.R.(N.S.) 146 (Ont. Sup. Ct.)

If there is a receiver manager in possession of assets, the books of the bankrupt that relate to the bankrupt's assets that were mortgaged should be retained by the receiver and manager while all other books and records should be delivered to the trustee. Both the trustee and the receiver should have access to the books and records in each other's possession with a right to make copies.

Question 8

La Banque XY (la «banque») détient une débenture/acte de fiducie sur les biens mobiliers et immobiliers de M & J Construction (la «Compagnie»), un entrepreneur en électricité qui œuvre principalement dans le secteur commercial. Joe, un petit entrepreneur, vous demande conseil.

La Compagnie œuvre depuis 7 ans dans le secteur de la construction. Pendant les premières années, elle a connu une croissance rapide durant le boom économique, mais a soumissionné trop bas sur un certain nombre de contrats. Les profits n'ont pas suivi le volume de travail. Depuis la récession, la compagnie n'a pas décroché beaucoup de contrats. Il ne lui en reste qu'un petit nombre qu'elle termine actuellement.

Récemment, un gros entrepreneur a fait faillite et le paiement des travaux du Mail Cumber est douteux. Dernièrement, la banque a renvoyé un chèque sans provision émis par cet entrepreneur à titre d'acompte. Cette situation a causé de sérieux problèmes de liquidités et bon nombre des chèques de la Compagnie ont été renvoyés par la banque. Cette situation a incité un certain nombre de sous-traitants et de fournisseurs à enregistrer des privilèges.

Il y a 4 gros contrats inachevés et plusieurs comptes-clients en souffrance. Les seuls biens qui restent sont des stocks coûtant 30 000 \$ (valeur de réalisation : 15 000 \$), du matériel et de l'outillage ayant une valeur comptable de 50 000 \$ (valeur de réalisation : 45 000 \$). La banque a également autorisé une garantie d'achèvement sur le contrat de l'usine de papier.

Divers éléments du passif et les contrats inachevés sont résumés à l'*Annexe A*.

Question 8

The XY Bank ("the bank") holds a debenture/trust deed on the assets and undertaking of M & J Construction ("the company"), an electrical contractor working primarily in the commercial field. Joe, a small contractor, comes to you for advice.

The company has been active in the contracting area for the past 7 years. The company experienced rapid growth with the economic boom in the early years but bid too low on a number of contracts. Profits didn't keep pace with the volume of work. With the recent downturn, few new contracts have been obtained. The company has only a small number of contracts that it is completing.

Recently a major contractor failed and the proceeds of the Cumber Mall job are in question. A recent progress draw cheque from this developer was returned NSF. This caused a severe cash crisis and many of the company's cheques were returned by the bank. This in turn led to a number of sub-contractors and suppliers filing liens.

There are 4 major incomplete contracts and several outstanding accounts receivable. Inventory costing \$30,000 (realizable value \$15,000) and machinery and equipment having a book value of \$50,000 (realizable value \$45,000) are the only other assets. The bank has also guaranteed a performance bond on the Paper Plant contract.

Various liabilities and incomplete contracts are summarized on the following *Schedule A*.

ANNEXE «A»

M & J CONSTRUCTION LIMITÉE

Employés

Salaires en souffrance	7,500
Indemnité de vacances	4,000
Cotisations syndicales	1,200

Gouvernement

Retenues sur le salaire	12,000
CSST	4,500

Services publics

Téléphone	2,300
---------------------	-------

Comptes-fournisseurs non attribuables aux chantiers 55,000

Dette bancaire 150,000

Analyse des contrats

	Prix du contrat	Facturé à ce jour	Déjà perçu	Chèques en main	Coût d'achèvement	Privilèges à ce jour	Comptes-Fournisseurs attribuables
rue Main	30 000 \$	23 750 \$	12 500 \$	0 \$	6 250 \$	5 000 \$	7 500 \$
rue Bell	37 500	31 250	18 750	6 250	625	13 750	0
usine de papier	287 500	225 000	81 250	0	87 500	12 500	87 500
mail Cumber	67 500	50 000	23 750	0	18 750	10 000	17 500
TOTAL	422 500 \$	330 000 \$	136 250 \$	6 250 \$	113 125 \$	41 250 \$	112 500 \$

SCHEDULE "A"

M & J CONSTRUCTION LIMITED

Employees	
Wage arrears	7,500
Vacation pay	4,000
Union dues	1,200
Government	
Payroll deductions	12,000
WCB	4,500
Utilities	
Telephone	2,300
Payables not traceable to jobsites	55,000
Bank indebtedness	150,000

Analysis of Contracts

	Contract Price	Billed To Date	Previously Received	Cheques in Hand	Cost to Complete	Liens to Date	Traceable Payables
Main Street	\$30,000	\$23,750	\$12,500	\$0	\$6,250	\$5,000	\$7,500
Bell Street	37,500	31,250	18,750	6,250	625	13,750	0
Paper Plant	287,500	225,000	81,250	0	87,500	12,500	87,500
Cumber Mail	67,500	50,000	23,750	0	18,750	10,000	17,500
TOTALS	\$422,500	\$330,000	\$136,250	\$6,250	\$113,124	\$41,250	\$112,500

Question 8a (10 points)

Dressez la liste de toutes les nominations que vous seriez disposé à accepter dans cette situation et donnez les avantages et les inconvénients de chaque nomination.

Réponse 8a :

Considérations :

Types de nominations

- (1) *Séquestre/agent*, en vertu de l'art. 178 de la *Loi sur les banques*, nommé par un tribunal ou par contrat.
Avantages : Rapidité de la nomination en vertu du contrat de garantie.
Inconvénients : Aucune priorité accordée aux réclamations de fiducies et aux privilèges.
- (2) *Syndic dans une proposition* en vertu de la *Loi sur la faillite*.
Avantages : aucun.
Inconvénients : Les réclamations garanties ne sont pas touchées par la proposition.
- (3) *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*
Avantages : Il peut être moins coûteux d'achever le contrat.
Le pouvoir de lier les créanciers privilégiés.
Le pouvoir de conclure des transactions à l'égard des réclamations de fiducies considérées comme une catégorie.
Inconvénients : Souplesse limitée.
- (4) *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction*
Avantages : Les honoraires et les dépenses nécessaires à l'achèvement des travaux ont priorité.
Inconvénients : Protection limitée du créancier.
- (5) *Agent de l'émetteur de la garantie d'achèvement*
Avantages : Fournit une source de financement immédiate.
Inconvénients : Peut entrer en conflit avec le créancier garanti en ce qui a trait à la priorité des comptes-clients; ne s'applique qu'au contrat de l'usine de papier.
- (6) *Syndic de faillite* en vertu de la *Loi sur la faillite*
Avantages : aucun.
Inconvénients : Les réclamations garanties ne sont pas touchées par la *Loi sur la faillite*.

Question 8a (10 Marks)

Outline all of the appointments you might accept in this situation and provide advantages and disadvantages for each type of appointment.

Reference 8a:

Considerations:

Types Of Appointment

- (1) *Receiver/Agent, Bank Act, sec.178, Court or Private*
Advantages: Swiftness of appointment under security document.
Disadvantages: No priority to trust claims & liens

- (2) *Trustee in proposal under Bankruptcy Act*
Advantages: None
Disadvantages: Secured claims not affected by proposal

- (3) *Companies' Creditors Arrangement Act*
Advantages: May be cheaper to complete contract.
Power to bind lien claimants.
Power to compromise trust claims as a class.
Disadvantages: Limited flexibility.

- (4) *Trustee under Construction Lien Act*
Advantages: Fees and costs to complete job have priority.
Disadvantages: Limited creditor protection.

- (5) *Agent for Performance Bond Issuer*
Advantages: Provides immediate source of funding.
Disadvantages: May conflict with secured creditor over priority on receivables and only applies to paper plant job.

- (6) *Trustee in Bankruptcy under Bankruptcy Act*
Advantages: None.
Disadvantages: Secured claims not affected by *Bankruptcy Act*.

Question 8b (15 points)

Présumons que vous êtes nommé séquestre/agent. Quelles mesures prendriez-vous à l'égard de chaque contrat inachevé?

Votre réponse doit comprendre une analyse de chaque contrat, et les raisons pour lesquelles vous les achèveriez ou ne les achèveriez pas?

Réponse 8b :

Considérations :

B. Analyse des contrats

	Prix du contrat	Facturé à ce jour	Déjà perçu	Chèques en main	Coût d'achèvement	Privilèges à ce jour	Comptes Fournisseurs attribuables
rue Main	30 000 \$	23 750 \$	12 500 \$	0 \$	6 250 \$	5 000 \$	7 500 \$
rue Bell	37 500	31 250	18 750	6 250	625	13 750	0
usine de papier	287 500	225 000	81 250	0	87 500	12 500	87 500
mail Cumber	67 500	50 000	23 750	0	18 750	10 000	17 500
TOTAL	422 500 \$	330 000 \$	136 250 \$	6 250 \$	113 125 \$	41 250 \$	112 500 \$

Sommaire

Rue Main	1,250 \$
Rue Bell	4,375 \$
Usine de papier	18,750 \$
Mail Cumber	2,500 \$
	<hr/>
	19 375 \$

Question 8b (15 Marks)

Assuming that you have been appointed receiver/agent, what action would you take on each of the incomplete contracts?

Your answer should include an analysis of each contract together with reasons why you would or would not complete each contract.

Reference 8b:**Considerations:****B. Analysis of Contracts**

	Contract Price	Billed To Date	Previously Received	Cheques in Hand	Cost to Complete	Liens to Date	Traceable Payables
Main Street	\$30,000	\$23,750	\$12,500	\$0	\$6,250	\$5,000	\$7,500
Bell Street	37,500	31,250	18,750	6,250	625	13,750	0
Paper Plant	287,500	225,000	81,250	0	87,500	12,500	87,500
Cumber Mall	67,500	50,000	23,750	0	18,750	10,000	17,500
TOTAL	\$422,500	\$330,000	\$136,250	\$6,250	\$113,125	\$41,250	\$112,500

Summary

Main Street	\$1,250
Bell Street	4,375
Paper Plant	18,750
Cumber Mall	2,500
	<hr/>
	\$19,375

Réponse 8b :

Analyse

(1) Rue Main «NON»

Prix total	30 000 \$
moins déjà perçu	12 500 \$
privilèges à ce jour	5 000 \$
charge supplémentaire possible	7,500 \$
	<hr/>
	25,000 \$
coût d'achèvement	6,250 \$
	<hr/>
	31,250 \$

$$31,250 \$ - 30,000 \$ = \text{perte } (1,250)$$

Montant de 6,250 \$ à verser afin de réclamer 5,000 \$: perte prévue 1,250 \$

Ce contrat ne devrait pas être achevé à moins de pouvoir conclure un arrangement préalable avec les fournisseurs et les sous-traitants ou le propriétaire, rue Main.

Un tel arrangement peut être conclu en vertu de la LACC, lorsque cela est possible; on peut aussi, lorsqu'il s'agit de petits montants comme en l'espèce, procéder à des arrangements avec les autres participants. Il n'est pas nécessaire d'achever le contrat.

(2) Rue Bell «OUI»

Prix du contrat	37,500 \$
moins déjà perçu	18,750 \$
privilèges à ce jour	13,750 \$
	<hr/>
	32,500 \$
coût d'achèvement	625 \$
	<hr/>
	33,125 \$

$$37,500 \$ - 33,125 \$ = 4,375 \$$$

Montant de 625 \$ à verser afin de réclamer 5,000 \$ (Le calcul suppose que le montant de 6,250 \$ de chèques en main est compris dans le montant de 18,750 \$ «déjà perçu».)

Le contrat *devrait être achevé* le plus tôt possible en raison du fonds de roulement qu'il peut fournir.

Pour arriver au montant de 4,375 \$ à l'égard du contrat de la rue Bell, on suppose que la somme de 6,250 \$ est comprise dans la somme de 18,750 \$.

Reference 8b:

Analysis

(1) Main Street "NO"

Total price,	\$30,000
less already received	12,500
already encumbered	5,000
possible additional burden	7,500
	<hr/>
	\$25,000
cost to complete	\$6,250
	<hr/>
	\$31,250

$$(31,250) - 30,000 = \text{loss } (1,250)$$

Amount to be disbursed \$6,250 in order to claim \$5,000: loss foreseen \$1,250.

This job should not be finished unless a previous arrangement is done with the suppliers and the subcontractors or with the owner, Main Street.

Such an arrangement can be done under CCAA, where possible, and also, for small amounts like these by private arrangements with the other participants. No need to complete.

(2) Bell Street "YES"

Total price	\$37,500
less already received	18,750
already encumbered	13,750
	<hr/>
	\$32,500
cost to complete)	625
	<hr/>
	\$33,125

$$\$37,500 - 33,125 = \$4,375$$

Amount to be disbursed \$625. in order to claim \$5,000. (This computation is made on the assumption that the \$6,250 on hand is included in the \$18,750 "previously received".

The undertaking *should be completed* as soon as possible for the "floating capital" it could provide.

With the Bell Street \$4,375 there is an assumption that the \$6,250 is included in the \$18,750.

(3) Usine de papier «OUI»

Prix du contrat	287,500 \$
moins déjà perçu	81,250 \$
privilège à ce jour	12,500 \$
charge supplémentaire possible	87,500 \$
	<hr/>
	181 250 \$

$$287,500 - 181,250 = 106,250$$

$$287,500 - (181,250+87,500) = 18,750$$

Montant de 87 500 \$ à verser afin d'obtenir 106 250 \$ pour un profit estimé à 18 750 \$. Les fonds nécessaires pour relancer les travaux, soit 87 500 \$ devront provenir de la banque ou de la compagnie d'assurance; mais *il est important que ce contrat soit achevé.*

(4) Mail Cumber «NON»

Prix du contrat	67,500 \$
moins déjà perçu	23,750 \$
privilèges à ce jour	10,000 \$
charge supplémentaire possible	17,500 \$
	<hr/>
	51,250 \$
coût d'achèvement	18,750 \$
	<hr/>
	70,000 \$

$$67,500 \$ - 70,000 \$ = \text{perte (2 500 \$)}$$

Facturé	50,000 \$
Déjà perçu	23,750 \$
	<hr/>
	26,250 \$

Une perte de 2 500 \$ est prévue. De plus, la compagnie est insolvable et la perte réelle pourrait correspondre aux montants des comptes-clients si nous ne sommes pas en mesure de recouvrer les créances. *Il y aurait lieu d'abandonner* le contrat pour «défaut de paiement» et d'enregistrer un privilège de 26 250 \$ contre la propriété immobilière.

Note : En dépit de toutes ces mesures, M et J Construction devra faire faillite puisque les autres dettes ne peuvent être payées.

(3) Paper Plant "YES"

Total price	\$287,500
less already received	81,250
already encumbered	12,500
possible additional burden	87,500
	<hr/>
	\$181,250

$$\$287,500 - 181,250 = 106,250$$

$$\$287,500 - (181,250 + 87,500) = 18,750$$

Amount to be disbursed, \$87,500, in order to get \$106,250 for a foreseen profit of \$18,750. The cash to get the job rolling, \$87,500, will have to come from the bank or from the bonding company; *but it is imperative that this job be completed.*

(4) Cumber Mall "NO"

Total price	\$67,500
less already received	23,750
already encumbered	10,000
possible additional burden	17,500
	<hr/>
	\$51,250
cost to complete	18,750
	<hr/>
	\$70,000

Total Price	= \$67,500
Less Cost To Complete	= 70,000
Loss	= -(\$2,500)

Billed	\$50,000
Recovered	23,750 = \$26,250

The *forecast is for a loss of \$2,500*. Moreover, the company is insolvent and the real loss could reach the amount of the receivable to date if we are unable to collect. The contract *should be abandoned* for "non-payment" and a lien for \$26,250 filed on the real estate property.

Note: In spite of these tactical exercises, the M & J Construction Co. will have to go bankrupt because of the other debts that cannot be repaid.

**BULLETIN DE STATISTIQUES
BUREAU DU SURINTENDANT
DES FAILLITES**

**STATISTICAL BULLETIN
OFFICE OF THE SUPERINTENDENT
OF BANKRUPTCY**

ANALYSE COMPARATIVE DES FAILLITES DÉPOSÉES AU COURS DES MOIS D'OCTOBRE 1991 & 1990
COMPARATIVE ANALYSIS OF TOTAL BANKRUPTCIES FILED IN THE MONTHS OF OCTOBER 1991 & 1990

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES
BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

FAILLITES BANKRUPTCIES	Mois Courant Current Month			Cumul pour l'année Yearly to date				
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Année précédente Previous Year	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Année précédente Previous Year
T.-N./Nfld.	52	20	72	(46)	602	124	726	(430)
N.-É./N.S.	201	72	273	(213)	1,843	526	2,369	(1,719)
I.P.-É./P.E.I.	4	5	9	(5)	42	21	63	(48)
N.-B./N.B.	37	23	60	(67)	453	181	634	(496)
Québec	1,672	468	2,140	(2,009)	15,314	4,364	19,678	(14,936)
Ontario	2,467	315	2,782	(2,230)	21,629	3,020	24,649	(14,916)
Manitoba	245	34	279	(271)	2,124	331	2,455	(1,877)
Saskatchewan	165	39	204	(171)	1,387	509	1,896	(1,599)
Alberta	522	80	602	(493)	4,585	1,098	5,683	(3,954)
C.-B./B.C.	375	100	475	(414)	3,718	1,082	4,800	(3,360)
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	(0)	6	2	8	(0)
Yukon	0	0	0	(3)	7	1	8	(10)
Canada	5,740	1,156	6,896	(5,922)	51,710	11,259	62,969	(43,345)

PROPOSITIONS

PROPOSALS

octobre 1991

october 1991

	Mois courant Current month	Cumul pour l'année Yearly to date
	T.-N./Nfld.	0
N.-É./N.S.	0	9
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	0	3
Québec	32	212
Ontario	67	765
Manitoba	6	27
Saskatchewan	0	7
Alberta	4	14
C.-B./B.C.	7	46
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	0
Canada	116	1,083

PLUS AMPLES INFORMATIONS PEUVENT ETRE OBTENUES EN CONSULTANT LE BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ DU BUREAU DU SURINTENDANT DES FAILLITES.
FURTHER DETAILED INFORMATION CAN BE OBTAINED FROM INSOLVENCY BULLETIN ISSUED BY THE OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY.

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF OCTOBER 1991, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant Current month		Cumul pour l'année Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	1	41,070	7	187,480
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	1	120,413
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	1	29,095,710
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	5	1,832,016
Industries de la construction Construction industries.....	2	22,969	20	3,229,231
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	2	55,228	14	762,026
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	5	1,863,022
Industries du commerce de détail Retail trade industries	1	1,001	41	5,145,515
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	4	538,309	9	971,578
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	2	73,113	4	221,911
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	2	372,167
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	6	175,291	8	5,826,534
Autres industries de services Other service industries	2	14,409	7	131,129
Total	20	921,390	124	49,758,732

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant		Cumul pour l'année	
	Current Month		Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$

NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA

Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	4	304,043
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries	18	432,912	94**	14,660,066**
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	5	191,352
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	0	0	16	4,030,131
Industries de la construction				
Construction industries.....	18	1,519,038	101	12,476,233
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	7	196,185	56	4,031,598
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	2	66,465	5	165,071
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	12	2,905,367
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	12	1,066,846	99	30,070,868
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	2	141,700	2	141,700
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	1	57,114	24	1,846,225
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	1	44,849	28	5,983,816
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	1	326,729	8	2,730,949
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	4	81,579	28	4,801,616
Autres industries de services				
Other service industries	6	666,516	44	7,969,414
Total	72	4,599,933	526	92,308,449

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

** Passif cumulatif plus bas que mars suite à l'annulation d'une dette répétée par erreur dans deux dossiers liés.

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

** Liabilities to date lower then in March further to the removal of a debt repeated by error in related estates.

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	2	64,087	3	94,092
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	2	17,679,544
Industries de la construction Construction industries.....	2	59,418	2	59,418
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	8	950,023
Industries du commerce de détail Retail trade industries	1	37,011	5	997,261
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	0	0	0	0
Autres industries de services Other service industries	0	0	1	312,105
Total	5	160,516	21	20,092,443

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	4	682,318
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries	0	0	4	196,498
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	1	67,756	4	156,414
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	0	0	7	30,803,707
Industries de la construction				
Construction industries.....	2	99,931	25	3,612,527
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	2	203,896	24	2,187,033
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	0	0	1	33,341
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	3	195,616
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	11	2,698,662	54	13,721,988
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	0	0	2	41,622
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	1	52,868	5	1,123,447
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	8	1,937,332
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	0	0	1	398,502
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	4	367,974	21	4,714,493
Autres industries de services				
Other service industries	2	44,595	18	1,700,628
Total	23	3,535,682	181	61,505,466

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
QUÉBEC				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	4	6,388,484	79	17,470,267
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	0	0	14	2,720,196
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	5	734,666	45	5,845,830
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	1	141,710	7	9,250,900
Industries manufacturières Manufacturing industries	40	17,790,338	451	244,738,670
Industries de la construction Construction industries	59	8,038,957	532	135,293,621
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries	16	19,236,654	184	202,040,538
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	1	12,286	19	1,570,020
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries	30	6,027,297	380	520,641,622
Industries du commerce de détail Retail trade industries	126	12,451,848	1,091	222,654,678
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	2	258,201	51	34,777,291
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	12	246,032,965	122	542,256,819
Industries des services aux entreprises Business service industries	29	145,894,923	225	237,517,127
Industries des services gouvernementaux Government service industries	4	406,665	17	1,869,474
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	10	1,343,116
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	6	884,043	65	21,283,338
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	70	7,828,616	610	163,016,397
Autres industries de services Other service industries	63	8,560,605	462	89,211,449
Total	468	480,688,258	4,364	2,453,501,353

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ONTARIO				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	15	2,592,499
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries	0	0	1	1,170,454
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	2	549,310
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	5	767,247
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	23	10,464,854	268	163,087,487
Industries de la construction				
Construction industries.....	55	10,191,691	557	144,210,016
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	16	66,825,054	205	97,818,106
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	2	311,013	27	8,277,367
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	12	2,930,610	182	68,793,151
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	80	19,756,533	732	430,196,662
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	8	2,001,594	50	93,563,537
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	20	9,880,740	105	117,672,049
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	25	10,812,002	220	161,087,982
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	2	624,871	9	1,644,199
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	7	509,293
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	3	1,624,614	33	17,976,851
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	38	42,955,050	326	104,458,182
Autres industries de services				
Other service industries	31	2,749,277	276	64,658,438
Total	315	181,127,903	3,020	1,479,032,830

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	4	192,379	20	2,880,966
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	1	40,110
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	3	452,341	19	5,164,324
Industries de la construction Construction industries	3	379,697	41	30,408,013
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries	8	1,400,547	44	7,108,760
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries	3	373,120	18	7,757,669
Industries du commerce de détail Retail trade industries	10	941,038	69	6,634,988
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	2	1,877,555
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	2	3,092,833	19	12,037,056
Industries des services aux entreprises Business service industries	0	0	16	1,964,369
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	0	0	7	608,090
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	1	431,192	49	17,726,869
Autres industries de services Other service industries	0	0	26	3,589,479
Total	34	7,263,147	331	97,798,248

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
SASKATCHEWAN				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	14	1,952,461	201	40,303,565
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	1	68,271
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	0	0	17	3,560,949
Industries de la construction				
Construction industries.....	0	0	30	4,132,607
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	1	26,492	31	3,143,713
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	0	0	3	230,482
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	1	1,373,000	13	4,984,213
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	14	2,293,745	110	20,028,602
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	10	3,257,483
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	2	1,021,090	14	5,663,641
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	1	474,544	2	675,544
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	5	3,024,059	55	9,887,044
Autres industries de services				
Other service industries	1	190,907	22	2,471,175
Total	39	10,356,298	509	98,407,289

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ALBERTA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	6	1,111,937	65	13,213,140
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries	0	0	1	36,092
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	1	152,002	8	1,451,121
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	1	162,321	22	21,097,411
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	3	151,183	78	27,310,998
Industries de la construction				
Construction industries	10	3,293,700	173	41,999,531
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries	10	2,883,407	137	19,289,875
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	0	0	14	822,290
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries	7	2,578,472	49	11,823,453
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	18	2,810,617	197	30,916,934
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	0	0	12	8,362,225
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	1	695,552	26	7,221,208
Industries des services aux entreprises				
Business service industries	5	731,646	90	60,263,476
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	3	472,478
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	1	42,936	4	284,953
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	4	279,967	25	5,823,070
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	7	2,413,983	90	25,988,787
Autres industries de services				
Other service industries	6	361,405	104	10,334,744
Total	80	17,669,128	1,098	286,711,786

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	2	588,502	18	7,124,798
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	14	2,129,073
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	3	236,827	48	20,947,224
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	5	10,840,350
Industries manufacturières Manufacturing industries	10	957,202	102	21,027,627
Industries de la construction Construction industries.....	21	2,777,754	204	65,726,782
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	12	17,337,810	136	33,241,984
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	3	135,818	14	3,203,274
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	5	271,923	88	49,654,457
Industries du commerce de détail Retail trade industries	15	1,519,261	148	22,831,726
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	1	2,300,966	17	14,471,648
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	23	9,397,201
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	12	644,691	78	19,252,073
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	7	599,770
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	4	3,186,461
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	1	28,687	7	779,150
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	4	468,959	80	9,459,097
Autres industries de services Other service industries	11	917,553	89	16,350,180
Total	100	28,185,953	1,082	310,222,875

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRITOIRES DU NORD-OUEST/NORTHWEST TERRITORIES				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction industries	0	0	1	226,296
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	0	0	0	0
Autres industries de services Other service industries	0	0	1	1,001
Total	0	0	2	227,297

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
YUKON				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction industries.....	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	0	0	1	47,824
Autres industries de services Other service industries	0	0	0	0
Total	0	0	1	47,824

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	32	10,297,850	409	84,665,688
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	19	473,982	135**	21,099,859**
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	10	1,191,251	115	29,370,045
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	2	304,031	40	71,051,618
Industries manufacturières Manufacturing industries	79	29,815,918	965	519,235,453
Industries de la construction Construction industries.....	172	26,383,155	1,686	441,374,275
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	74	108,165,273	831	369,623,633
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	8	525,582	83	14,301,845
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	58	13,554,422	758	669,568,593
Industries du commerce de détail Retail trade industries	288	43,576,562	2,546	783,199,222
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	13	4,702,461	136	153,235,578
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	41	260,350,381	343	695,783,066
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	76	159,222,314	683	493,891,727
Industries des services gouvernementaux Government service industries	6	1,031,536	36	4,585,921
Industries des services d'enseignement Educational service industries	2	517,480	27	5,999,367
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	15	3,144,040	148	49,972,117
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	139	57,746,703	1,268	345,926,843
Autres industries de services Other service industries	122	13,505,267	1,050	196,729,742
Total	1,156	734,508,208	11,259	4,949,614,592

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

** Passif cumulatif plus bas que mars suite à l'annulation d'une dette répétée par erreur dans deux dossiers liés.

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

** Liabilities to date lower than in March further to the removal of a debt repeated by error in related estates.

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN OCTOBRE 1991
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN OCTOBER 1991
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	17	8	0	25	512,680	996,004
AUTRES/OTHERS	35	12	0	47	435,140	886,055
TOTAL	52	20	0	72	947,820	1,882,059
N.-É./N.S.						
HALIFAX	76	18	0	94	954,461	2,819,679
SYDNEY	13	4	0	17	181,150	773,549
SYDNEY MINES	2	1	0	3	2,300	80,107
AUTRES/OTHERS	110	49	0	159	3,339,462	5,248,146
TOTAL	201	72	0	273	4,477,373	8,921,481
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	2	0	0	2	2,520	17,420
AUTRES/OTHERS	2	5	0	7	123,825	183,598
TOTAL	4	5	0	9	126,345	201,018
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	0	1	0	1	1,751,457	2,421,322
MONCTON	9	2	0	11	53,030	260,421
SAINT-JOHN	0	7	0	7	163,624	395,544
AUTRES/OTHERS	28	13	0	41	1,028,189	1,493,045
TOTAL	37	23	0	60	2,996,300	4,570,332
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	6	1	0	7	78,380	353,213
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	23	21	0	44	2,270,947	3,744,645
DRUMMONDVILLE	7	1	0	8	109,650	453,147
GRANBY	23	4	0	27	292,650	796,116
HULL/GATINEAU/AYLMER	108	10	1	119	2,415,982	4,359,135
MONTRÉAL	780	139	9	928	41,533,960	251,557,428
QUÉBEC	138	46	6	190	4,331,869	9,910,892
RIMOUSKI	9	2	0	11	246,908	479,970
ROUYN	4	0	0	4	142,405	163,329
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	9	2	0	11	531,740	708,365
SHAWINIGAN	14	7	0	21	335,563	552,035
SHERBROOKE	17	5	0	22	475,200	647,541
SOREL	5	1	0	6	77,435	131,168
ST-HYACINTHE	9	2	0	11	8,700	334,879
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	19	5	0	24	809,870	1,177,894
ST-JERÔME	9	4	0	13	6,350	282,854
THETFORD MINES	4	2	0	6	117,579	148,564
TROIS-RIVIÈRES	24	9	0	33	1,806,366	3,048,114
VICTORIAVILLE	7	3	1	11	1,168,500	1,899,843
AUTRES/OTHERS	457	204	15	676	42,986,618	290,115,391
TOTAL	1,672	468	32	2,172	99,746,672	570,864,523

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN OCTOBRE 1991
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN OCTOBER 1991
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	33	1	1	35	1,661,751	3,665,849
BELLEVILLE	13	0	0	13	325,313	684,237
BRANTFORD	13	6	0	19	849,320	2,573,095
BROCKVILLE	3	3	0	6	275,815	304,085
CHATHAM	8	2	0	10	410,765	622,131
CORNWALL	20	1	0	21	732,270	1,073,030
GUELPH	17	7	0	24	2,204,719	3,012,887
HAMILTON	101	21	0	122	3,798,748	10,785,400
KINGSTON	22	7	3	32	418,012	1,695,936
KITCHENER	80	4	5	89	8,151,178	12,616,779
LONDON	75	12	5	92	3,000,415	4,412,902
MIDLAND	3	0	0	3	18,000	33,500
NORTH BAY	27	2	0	29	359,400	669,362
ORILLIA	8	1	0	9	87,350	286,766
OSHAWA	62	8	0	70	2,807,688	5,073,297
OTTAWA	149	18	5	172	58,347,651	60,111,800
OWEN SOUND	4	0	0	4	16,741	70,175
PETERBOROUGH	30	2	0	32	3,208,682	2,849,493
SARNIA	15	2	1	18	1,211,913	1,183,950
SAULT-STE-MARIE	27	2	0	29	400,600	765,772
ST-CATHARINES/NIAGARA	68	11	1	80	2,063,017	3,759,374
STRATFORD	3	0	0	3	5,301	60,433
SUDBURY	37	2	0	39	415,602	1,145,804
THUNDER BAY	4	0	1	5	240,279	269,045
TORONTO	965	109	34	1,108	75,721,169	219,331,947
TRENTON	6	1	0	7	10,802	158,360
WINDSOR	22	5	0	27	118,788	893,654
AUTRES/OTHERS	652	88	11	751	33,476,061	74,227,898
TOTAL	2,467	315	67	2,849	200,337,350	412,336,961
MANITOBA						
WINNIPEG	192	14	4	210	7,703,082	13,376,263
AUTRES/OTHERS	53	20	2	75	3,558,439	4,305,834
TOTAL	245	34	6	285	11,261,521	17,682,097
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	7	1	0	8	247,491	277,031
PRINCE ALBERT	11	0	0	11	328,318	368,550
REGINA	37	10	0	47	2,681,885	4,608,108
SASKATOON	56	7	0	63	2,829,369	6,581,141
AUTRES/OTHERS	54	21	0	75	3,488,078	5,343,774
TOTAL	165	39	0	204	9,575,141	17,178,604

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN OCTOBRE 1991
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN OCTOBER 1991
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	201	23	2	226	8,410,233	26,078,569
EDMONTON	158	27	1	186	7,574,191	12,139,009
MEDICINE HAT	6	0	0	6	42,500	94,741
AUTRES/OTHERS	157	30	1	188	7,135,630	11,225,395
TOTAL	522	80	4	606	23,162,554	49,537,714
C.-B./B.C.						
CHILLIWACK	0	2	0	2	15,766	94,701
COURTENAY	8	1	0	9	16,704	113,663
KAMLOOPS	8	6	0	14	1,264,141	3,749,334
KELOWNA	13	7	0	20	1,035,333	17,029,028
NANAIMO	12	2	0	14	236,947	613,331
PRINCE-GEORGE	4	6	0	10	278,710	673,551
TERRACE	1	2	0	3	40,040	107,474
VANCOUVER	202	37	6	245	56,229,586	60,337,073
VERNON	3	0	0	3	28,930	87,909
VICTORIA	31	5	0	36	544,466	1,067,420
AUTRES/OTHERS	93	32	1	126	42,745,519	36,228,666
TOTAL	375	100	7	482	102,436,142	120,102,150
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
YUKON						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
CANADA						
TOTAL	5,740	1,156	116	7,012	455,067,218	1,203,276,939

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois d'octobre 1991 — Report for the month of October 1991	Provinces participantes — Participating Provinces						Total
	Colombie- Britannique — British Columbia	Alberta — Alberta	Saskatchewan — Saskatchewan	Manitoba — Manitoba	Nouvelle-Écosse — Nova Scotia	Ile du Prince- Édouard — Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	79	36	9	17	64	8	213
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	394,909.61	149,913.24	49,239.91	64,831.93	241,357.00	18,050.82	918,302.51
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	603,925.81	264,136.15	95,257.88	64,235.27	256,674.00	5,576.35	1,289,805.46
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	55	39	7	14	40	3	158
Total number of terminations and defaults during the month							